

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL N°R28-2023-155

PUBLIÉ LE 28 NOVEMBRE 2023

Sommaire

Direction interrégionale de la Mer Manche Est - Mer du Nord / Secrétaria	t
direction	
R28-2023-11-28-00007 - Arrêté n°227/2023 en date du 28 novembre 202	
Portant autorisation de pêche exceptionnelle de coquille Saint-Jacques	
(Pecten maximus) pour la fête Coquilles & Saveurs de Trouville-sur-Mer	
pages)	Page 3
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logemer	nt de
Normandie / SG/MAJ	
R28-2023-11-28-00001 - Décision n°2023-117- Subdélégation de signature	
matière d'activités autres que les transports routiers (12 pages)	Page 8
R28-2023-11-28-00002 - Décision n°2023-118- Subdélégation de signatur	e en
matière de transports routiers (6 pages)	Page 21
R28-2023-11-28-00003 - Décision n°2023-119- Subdélégation de signatur	e en
matière d'ordonnancement secondaire (14 pages)	Page 28
R28-2023-11-28-00004 - Décision n°2023-120- Subdélégation de signatur	re en
matière d'activités de marches-publics et d'accords-cadres (6 pages)	Page 43
R28-2023-11-28-00005 - Décision n°2023-121- Subdélégation de signatur	e de
gestion du personnel - agents affectés en DREAL (14 pages)	Page 50
R28-2023-11-28-00006 - Décision n°2023-122- Subdélégation de signatur	re de
gestion du personnel - agents affectés en DDI (10 pages)	Page 65
EPF Normandie /	
R28-2023-11-27-00008 - (2023-11-24)-CA-02- Budget rectificatif n°1 2023	3 (6
pages)	Page 76
R28-2023-11-27-00007 - (2023-11-24)-CA-03- Budget initial 2024 (6 pages)	s) Page 83
R28-2023-11-27-00009 - (2023-11-24)-CA-04-TSE 2024 (1 page)	Page 90
R28-2023-11-27-00003 - (2023-11-24)-CA-12- NI - 14 -	
DOUVRES-LA-DELIVRANDE VOIE DES ALLIES SITE BATIMETAL » -	
OPE2023107 (1 page)	Page 92
R28-2023-11-27-00034 - (2023-11-24)-CA-31- Dispositif d?abaissement de	3
charge foncière Cléon rue de l?église (1 page)	Page 94
EPF Normandie / DIF Pôle foncier	
R28-2023-11-27-00001 - LB SB Cession Delegation signature	
COLOMBELLES.pdf (1 page)	Page 96

Direction interrégionale de la Mer Manche Est -Mer du Nord

R28-2023-11-28-00007

Arrêté n°227/2023 en date du 28 novembre 2023 Portant autorisation de pêche exceptionnelle de coquille Saint-Jacques (Pecten maximus) pour la fête Coquilles & Saveurs de Trouville-sur-Mer



Direction Interrégionale de la Mer Manche Est – Mer du Nord

Liberté Égalité Fraternité

Le Havre, le 28 novembre 2023

Service Réglementation et Contrôle des Activités Maritimes Unité Réglementation des Ressources Marines

ARRÊTÉ n°227/2023

Portant autorisation de pêche exceptionnelle de coquilles Saint-Jacques (*Pecten maximus*) pour la fête Coquilles & Saveurs de Trouville-sur-Mer

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime Chevalier de la Légion d'honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code rural et de la pêche maritime notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2003 modifié portant réglementation de la pêche des coquilles Saint-Jacques ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 août 2020 portant approbation de la délibération n°B45/2020 Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins relative aux conditions d'exercice de la pêche à la coquille Saint-Jacques ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 août 2021 portant approbation de la délibération n° B48/2021 du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins portant modification de la délibération n° B45/2020 (arrêté du 21 août 2020) portant approbation de la délibération n°B45/2020 Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins relative aux conditions d'exercice de la pêche à la coquille Saint-Jacques ;

Vu l'arrêté préfectoral n°103/2021 modifié du 18 août 2021 portant sectorisation pour le suivi sanitaire des zones de pêche de la coquille Saint-Jacques dans le secteur Manche Est;

Vu les arrêtés préfectoraux du 13 juin 2022 et du 30 janvier 2023 portant délégation de signature en matière d'activités respectivement en Hauts-de-France et en Normandie, à Monsieur Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00 Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99 – fax : 33 (0) 2 35 43 38 70 4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

Vu les arrêtés n°198/2023 du 13 novembre 2023 et n°200/2023 du 26 octobre 2023 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matières d'activités maritimes et littorales ;

Vu l'arrêté préfectoral n°208/2023 du 31 octobre 2023 rendant obligatoire la délibération n°2023/CSJ-BDS-E-19- du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie fixant les conditions d'exploitation de la Coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) sur le gisement « Baie de Seine » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°215/2023 du 10 novembre 2023 fixant les jours de pêche et le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) dans le secteur « Baie de Seine » ;

Vu la demande du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie du 20 novembre 2023 ;

Sur proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

ARRÊTE

Article 1:

Les navires inscrits sur la liste jointe en annexe du présent arrêté fournie par le CRPMEM de Normandie sont autorisés à pêcher de manière exceptionnelle des coquilles Saint-Jacques le vendredi 1^{er} décembre 2023 de 16h30 à 18h30, pour la fête Coquilles & Saveurs des samedi 02 et dimanche 03 novembre 2023 de Trouville-sur-Mer dans le secteur de la Baie de Seine.

Les navires autorisés à pêcher par le présent arrêté ne pourront pas pêcher la coquille Saint-Jacques le lundi 04 décembre 2023.

Article 2:

La pêche s'effectue dans le respect des dispositions des arrêtés susvisés notamment pour les dispositions relatives aux quantités maximales de captures, engins de pêche, nombre de débarques, ainsi que les dispositions des arrêtés en vigueurs relatives au régime de zone de pêche.

Les pêches réalisées sont destinées uniquement à la fête visée à l'article 1.

La pesée des produits de la pêche se fera sous l'un des deux points de débarque officiels de la zone portuaire située Quai Fernand Moureaux sous le contrôle de l'organisme en charge de la fête.

La vente des produits de la pêche se fera sous un chapiteau sur la place de l'hôtel de ville sous le contrôle de l'organisme en charge de la fête.

Article 3:

Le comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Normandie adresse les notes de vente des producteurs concernés à la direction interrégionale de la mer Manche Est – mer du Nord et à la direction départementale des territoires et de la mer compétente dans le délai d'un mois à compter de la diffusion du présent arrêté.

Article 4:

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Pour le préfet de la région Normandie et par subdélégation,

L'administrateur des affaires maritimes

Louis Collin

Adjoint au chef du service

de la réglementation
et du contrôle des activités maritimes

<u>Destinataires</u>:

CNSP – CROSS Etel
CRPMEM Normandie
DDTM-DML 76, 50, 14
DDPP 76, 50, 14
IFREMER
Groupement gendarmerie Manche Mer du Nord
Douanes
PREMAR Manche Est – Mer du Nord
DIRM MEMN – MT CAEN – MOYENS NAUTIQUES

Annexe à l'arrêté n°227/2023 en date du 28 novembre 2023

Liste des navires et armateurs bénéficiaires de la dérogation

NAVIRE	ARMATEUR	IMMATRICULATION
GROS LOULOU	SAS PERCHEY- PERCHEY ARNAUD	CN 721 860
L'OASIS	BOTTIN ALEXIS	CN 726 519

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

R28-2023-11-28-00001

Décision n°2023-117- Subdélégation de signature en matière d'activités autres que les transports routiers



Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

DÉCISION Nº2023-117

Objet : Subdélégation de signature en matière d'activités autres que les transports routiers

Vu:

Le code de la construction et de l'habitation ;

Le code de l'environnement;

Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Le code général de la propriété des personnes publiques ;

Le code de justice administrative ;

Le code minier;

Le code des relations entre le public et l'administration;

Le code rural et de la pêche maritime ;

Le code des transports;

Le code de l'urbanisme;

Le code de la voirie routière ;

La loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

La loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Le décret n°2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement;

Le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;



Cité administrative – 2 rue Saint Sever BP 86002 – 76032 ROUEN cedex Tél 02 35 58 53 27 – Fax 02 35 58 53 03 www.normandie.developpement-durable.gouv.fr

1 rue Recteur Daure CS 60040 - 14006 CAEN cedex 1 Tél 02 50 01 83 00 – Fax 02 50 01 85 90 Le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives ;

Le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;

L'arrêté de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 21 octobre 2019 portant nomination de monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;

L'arrêté de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 15 juin 2020 nommant monsieur David WITT, directeur régional adjoint de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie ;

L'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de la ministre de la transition énergétique en date du 12 juillet 2022 nommant madame Sandrine PIVARD, directrice régionale adjointe de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;

L'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de la ministre de la transition énergétique en date du 17 octobre 2022 nommant monsieur Pascal HENRY, directeur régional adjoint de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;

L'arrêté préfectoral n° SGAR /22-217 du 22 décembre 2022 portant organisation de la DREAL de Normandie ;

L'arrêté n°SGAR 23-036 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature du préfet de région en matière d'activités à monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Normandie.

DÉCIDE

Article 1 - Domaines d'activités

Subdélégation de signature est donnée dans les domaines d'activités et d'intervention de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie listées cidessous :

- 1. Aménagement Urbanisme,
- 2. Environnement Développement durable,
- 3. Risques Sécurité industrielle,
- 4. Habitat Logement,
- 5. Rénovation urbaine,
- 6. Climat, air et énergie,
- 7. Contrôle de véhicules,
- 8. Transports,

2/11

- 9. Infrastructures,
- 10. Bâtiment Construction,
- 11. Actions du contrat de plan 2021-2027 et des contrats de plan interrégionaux pour lesquelles la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est service instructeur,
- 12. Instruction des demandes de subventions FEADER et des demandes de paiement,
- 13. Observations écrites ou orales adressées aux tribunaux de l'ordre pénal tendant à obtenir la condamnation, la mise en conformité des lieux ou le rétablissement dans leur état antérieur,
- 14. Défense et sécurité,
- 15. Qualité et contrôle de gestion .

Article 2: Liste des actes

La subdélégation est accordée pour les actes ci-après énumérés :

- I. Les correspondances techniques adressées aux maires, aux présidents de collectivités locales ou à leurs établissements publics, aux directeurs de sociétés d'économie mixte ou d'établissements publics relatifs à :
 - I.1. l'animation des études,
 - 1.2. la présentation des rapports et comptes rendus,
- II. Les convocations, fixations des ordres du jour et procès-verbaux de réunions relatifs aux études ou instructions de dossiers,
- III. Les correspondances et rapports adressés aux ministres de tutelle de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement lorsqu'ils ne présentent ni le caractère d'un avis, ni d'une proposition, ni d'un compte-rendu du préfet de Région,
- IV. Les correspondances relatives à l'instruction technique et à l'approbation des projets,
- V. Les aides financières aux entreprises et organismes,
- VI. Les mémoires en défense produits devant les tribunaux administratifs de Rouen et de Caen, mais uniquement concernant les procédures de référé d'urgence prévues par le code de justice administrative :
 - VI-1. Référé suspension, tel que prévu à l'article L.521-1 du code de justice administrative,
 - VI-2. Référé liberté, tel que prévu à l'article L.521-2 du code de justice administrative,
 - VI-3. Référé conservatoire, tel que prévu à l'article L.521-3 du code de justice administrative,
- VI-4. Référé mesure utile d'expertise ou d'instruction tel que prévu à l'article R.532-1 du code de justice administrative.
- VII En matière d'infrastructures routières nouvelles ou d'aménagements structurants, pour les dossiers concernant des opérations d'investissements sur le réseau routier national :
 - VII-1. Commande des études,
 - VII-2. Approbation des projets,

- VII-3. Acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des projets,
- VIII-4. Les actes de consultation, aux fins de recueil des avis, des services déconcentrés de l'État, des collectivités locales et des institutions intéressées,
- VII-5. Toutes décisions nécessaires à la préparation, à l'exécution et à la réception des études et des travaux,

Article 3 : Délégataires

La subdélégation de signature est accordée aux agents ci-après mentionnés dans le cadre de leurs attributions respectives :

				ООМ	AINF	S D'A	CTIV	ITÉS	-							
,	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	Types
	gement	durable	Risques	±.	υ υ						CPER				et	d'actes
	Irbanisme Aménagement	Environnement Développement durable	curité industrielle Risques	Habitat - Logement	Rénovation urbaine	Énergie Climat Air	Contrôle des véhicules	Transports	Infrastructures	Bâtiment - Construction	Aides européennes et CPIER-PO	Subventions FEADER	Observations écrites adressées aux tribunaux	Défense et sécurité	ôle de gestionQualité	
M. David WITT jusqu'au 17	Х	X	Х	X	X	Х	Х	Х	х	Х	X	Х	Х	Х	X	I à VII
décembre 2023						T.					e		, .		~	
Directeur régional adjoint																
Mme Sandrine PIVARD	X	Х	Х	Х	X	X	Х	Х	Х	Х	х	Х	Х	X	Х	I à VII
Directrice régionale adjointe																_
M . Pascal HENRY	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	х	Х	Х	X	Х	I à VII
Directeur régional adjoint										×			7	i	154	po
Mme Florence CARON-ROBERT, Directrice du cabinet de la direction											-	- 1			X	IàIV
Mme Delphine MARY, Adjointe de la directrice du cabinet de la direction			D ×			*.	*				-					IàIV
M. Stéphane DOUCHET, Chef du service énergie, climat, logement et aménagement durable	х	х		X	х	X	8		,	X		* 1 , = 1	х	- 1	ar T	ΙàV
M. Philippe SURVILLE Chef adjoint du service énergie, climat, logement et aménagement durable	X	X		х	х	X			8.	X			x			ΙàV
Mme Amélie LACOGNE Adjointe au chef du service énergie, climat, logement et aménagement durable	X	X		x	x	X	1	2		X			x			ΙàV
M. François PESTEL Chef du bureau logement constructions	¥	Sign of the second seco		X	X					X						làV
Mme Carole LENGRAND Cheffe du bureau de l'aménagement et du développement durable	X	х				a e							X			ΙàV
M. Cyrille GACHIGNAT Chef du bureau climat air énergie	- 8 -					X					e			ž	18 2	I à IV
Mme Marie MOIROT Cheffe de l'unité logement				X	x			n -	128		0 1		*	- 4	'	I à IV
M. Philippe GARRIC Chef de l'unité habitat privé		-	2	X	x		_				, ,		* z	1 - 2		là IV
M. David ROMIEUX Chef du pôle évaluation environnementale	X	X						*.			- %					I à IV
		4		ē				o				-				8

0 2				OOM	AINE	S D'A	CTIV	ITÉS						8		
9	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	Types
	Irbanisme Aménagement	Environnement Développement durable	curité industrielle Risques	Habitat - Logement	Rénovation urbaine	Énergie Climat Air	Contrôle des véhicules	Transports	Infrastructures	Bâtiment - Construction	Aides européennes CPER : et CPIER-PO	Subventions FEADER	Observations écrites adressées aux tribunaux	Défense et sécurité	ôle de gestionQualité et	d'actes
Mme Marie ABADIE		Х	X									- 1	X			ΙàV
Cheffe du service risques M. Olivier LAGNEAUX Chef adjoint du service risques		X	x				2						x			ΙàV
Mme Isabelle FREBOURG Responsable du bureau des risques technologiques accidentels		X	X	6	-	ž										I à IV
M. Fabien GILLERON Chef de l'unité risques accidentels		X	х		10						2					I à IV
M. Fabrice GRINDEL Chef du bureau des risques technologiques chroniques	-	X	x		a	-					8				2	I à IV
M. Quentin CATHRIN-HAMELIN Chef adjoint du bureau des risques technologique chroniques		X	x							*					*/	I à IV
M. Emmanuel GOUJON Chef de l'unité sites et sols pollués, santé, mission reconversion industrielle		x	x			*	E	6			-				-	IàIV
Mme Nathalie DESRUELLES Cheffe du bureau des risques naturels		X		-	u I				n .		20					I à IV
Mme Olga LEFEVRE-PESTEL Cheffe du service ressources naturelles		х	X									X	х			ΙàV
M. Frédéric BIZON Chef du bureau de l'eau et des milieux aquatiques		x		80						E						I à IV
Mme Véronique FEENY-FEREOL Adjointe au chef du bureau de l'eau et des milieux aquatiques		х			×											I à IV
M. Denis RUNGETTE Chef du bureau de la biodiversité et des espaces naturels		X			8							х				ΙàV
M. Bruno DUMEIGE Chargé du partenariat biodiversité avec les territoires		X				×	,		(10)					22		ΙàV
M. Stéphane PINEY Chef du bureau de l'hydrologie, de l'hydrométrie et de la prévision des crues		e 1	X												3	I à IV
		5										- 1			٥	

				ром	AINE	S D'A	CTIV	′ITÉS								
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11.	12	13	14	15	Types
	t		es				Ť				+	-		-		d'actes
	rbanisme Aménagement	Environnement Développement durable	curité industrielle Risques				les			Bâtiment - Construction	Aides européennes CPER et CPIER-PO	~	Observations écrites adressées aux tribunaux		é et	
	age	t dt	2	i,	ne		Contrôle des véhicules	1		5	es (Subventions FEADER	Observations écrites adressées aux tribuna	ţ,	gestionQualité	
,	éns	ent	e	Habitat - Logement	Rénovation urbaine	Énergie Climat Air	\é,		S	nst	Luc .	EA	écr	et sécurité	8	
	Am	em em	stri	oge	2	ma	es		nfrastructures	ပိ	Déé	IS F	SUX	sé	ioi	1 J
	ne	onn ddc	1 pc	1 7	Ę.	Ü	e q	Transports	l ct	<u>ئ</u> ـ	uro R-P	ţį	atic es a	e et	Sest	
	nisr	/iro	e,	itat	ova	gie	trô	spo	ıstr	Je I	PIE	/en	erv	Défense	de g	
1	.pai	En	<u>F</u>	ap	én	ner	ő	Lan .	Julia	âtiı	t C de	do	bs(éfe	ôle o	
M. Florent CLET	=	х	0		~	,m	10	+-	=	<u> </u>	Φ Φ	S	0 B		0	II et III
Responsable de l'unité																II et III
connaissance, animation et															(140)	
préservation														×		
M. Denis SIVIGNY		х		15									-			II à IV
Responsable de l'unité																
accompagnement des plans et			9				-			1						
projets		-		٥												5
M. Laurent DUMONT		X							-	1.5						IàIV
Chef du pôle mer et littoral						-	1000									
Mme Sandrine ROBBE	5	X									2	9 4				I à IV
Adjointe au chef du pôle mer et	2															147
littoral											i a					1
M. Stéphane ECREPONT,			Х			7		-						6		I à IV
Responsable de l'unité hydrométrie							_		20							p ====
hydrologie secteur est		> ×				-	v a							0.0		-
M. Gwen GLAZIOU			X													II et III
Responsable de l'unité hydrométrie									-				10			
hydrologie secteur ouest													2			
Mme Marie MORIN			X		ar .									5		II et III
Responsable de l'unité prévisions							2.									
des crues		"							1 12		-					
Mme Hélène MACH Cheffe du service sécurité des		a				-	X	X					X			IàV
transports et des véhicules										į.						, ,
							v	V					=			
M. Frédéric DECHAMPS Adjoint à la cheffe de service, chef					_		Х	X					- :			IàV
du bureau homologation et contrôle		,			6						ř ³					
des véhicules				1	F.,	of.					*)					
M. Vincent PANETIER							X						1			IàIV
Adjoint au chef du bureau																I a IV
homologation et contrôle des											, *		- +			140
véhicules et référent véhicules				1									r= 11			
M. Pierre GUERIF								х				,				IàIV
Chef du bureau gestion des		-						- 4		.					,	
entreprises de transport		-,											, ,			ž :
M. Geoffrey COULIER								х			e e					làIV
Chef du bureau contrôle des								.oe8								
transports												1	η,	i a		-
M. Yvon QUEDEC			-		,		×	7								I à IV
Chef de l'unité véhicules de Caen	2	(4)					4								-	
Mme Fabienne HELOUIN					ā		Х		,						*	I à IV
Cheffe de l'équipe contrôle				4.				e)4 34				- "
véhicules de l'UDRD		20							1			ı				

-			[OOM	AINE	S D'A	CTIV	ITÉS	14						11	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	Types
	ırbanisme Aménagement	Environnement Développement durable	curité industrielle Risques	Habitat - Logement	Rénovation urbaine	Énergie Climat Air	Contrôle des véhicules	Transports	Infrastructures	Bâtiment - Construction	Aides européennes CPER et CPIER-PO	Subventions FEADER	Observations écrites adressées aux tribunaux	Défense et sécurité	ôle de gestionQualité et	d'actes
Mme Karine GONCALVES Cheffe du service mobilités et infrastructures Mme Helène REGNOUARD Adjointe à la cheffe du service mobilités et infrastructures, responsable de la division maîtrise	a					^ e		x	x	-	x		x			I à V, VII-1, VII-3, VII-4 I à V
d'ouvrage des projets routiers Mme Astrid ERENATI Adjointe à la cheffe du service mobilités et infrastructures, responsable de la division multimodalités		×			(A)	8		x	x		x		X	100		ΙàV
M. Nicolas PUCHALSKI Chef du service management de la connaissance et de l'appui aux projets M. Thomas GERGAUD Adjoint au chefe du service management de la connaissance et de l'appui aux projets	х	x	2	×					3. 3.							I à IV
M. Jérôme POTEL Responsable du bureau de l'information géographique M. Bruno DARDAILLON Responsable du bureau de l'observation et des statistiques	х	x	1.0		9	***		20				1	,	a		I à IV
M Christian BLANQUART Responsable de la mission estuaire de la Seine	2	Х	-			t: 0	/ e									ΙàV
M. Christophe HUART Chef de l'unité départementale Rouen Dieppe			x				X									I à IV
M. Bruno CHARPENTIER Coordinateur de l'équipe risques, adjoint au chef de l'unité départementale Rouen Dieppe Mme Nadia ABIDA	ı	9	X				X									I à IV
Coordinatrice de l'équipe territoriale de l'unité départementale Rouen Dieppe			~				^		ð	8						Ialv

·	DOMAINES D'ACTIVITÉS															
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	Types
	rbanisme Aménagement	Environnement Développement durable	curité industrielle Risques	Habitat - Logement	Rénovation urbaine	Énergie Climat Air	Contrôle des véhicules	Transports	nfrastructures	Bâtiment - Construction	Aides européennes CPER : et CPIER-PO	Subventions FEADER	Observations écrites adressées aux tribunaux	Défense et sécurité	ôle de gestionQualité et d	d'actes
M. Stéphane MICHEL			Х						-					_		IàIV
Chef de l'unité départementale du Havre Mme Nathalie VISTE Adjointe au chef de l'unité départementale du Havre coordonnatrice de l'équipe raffinage	T T		x	-					y		2 2			, .	3	làIV
et pétrochimie M. Sébastien POTTE Adjoint au chef de l'unité départementale du Havre, coordinateurde l'équipe territoriale			x			-										I à IV
M. Julien VILCOT Chef de l'unité bidépartementale Eure-Orne			X								-		p 20			I à IV
M. Frédérick POULEAU Chef délégué de l'unité bidépartementale Eure-Orne			X		- 2					0			۰			IàIV
Mme Sandrine ESTIENNE. Coordonnatrice carrières déchets, adjointe aux chefs de l'unité bidépartementale Eure-Orne		×	X						r e	2			: #3	C E		IàIV
M. Aurélien DURAND Coordinateur de l'équipe risques chroniques, adjoint aux chefs de l'unité bidépartementale Eure-Orne	å:	,	X	***		,,	e E	4		2	-	a.				IàIV
M. Laurent PALIX Chef de l'unité bidépartementale Calvados-Manche	, ,		x						* .							I à IV
Mme Sylvie BOUTTEN-GODARD Cheffe déléguée de l'unité bidépartementale Calvados-Manche			X										9			IàIV
M. Bertrand CAGNEAUX Coordonnateur déchets sites et sols pollués, adjoint aux chefs de l'unité bidépartementale Calvados-Manche			x			9		2	*	+-		5:	ž n z		i e	IàIV
M. Jocelyn LEVAVASSEUR Coordonnateur risques accidentels et sous-sol, adjoint aux chefs de l'unité bidépartementale Calvados- Manche	y y	=	X		*				,		8 a			-	9	ΙàΙV
M. Arnaud PICHONNEAU Coordonnateur risques chroniques			X										E E		Ŷ)	I à IV

		-		OM	AINE	S D'A	CTIV	ITÉS		0	8					
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	Types
	Irbanisme Aménagement	Environnement Développement durable	curité industrielle Risques	Habitat - Logement	Rénovation urbaine	Énergie Climat Air	Contrôle des véhicules	Transports	Infrastructures	Bâtiment - Construction	Aides européennes CPER et CPIER-PO	Subventions FEADER	Observations écrites adressées aux tribunaux	Défense et sécurité	ôle de gestionQualité et	d'actes
et aspects territoriaux, adjoint aux chefs de l'unité bidépartementale Calvados-Manche										a						

Article 4: Cas d'absence du directeur

En cas d'absence de monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, la délégation qui lui est conférée par l'article 1er de l'arrêté préfectoral susvisé est donnée aux directeurs régionaux adjoints, aux chefs de service et aux chefs de mission dans les domaines d'attribution listés à l'article 1er de la présente décision.

Article 5: Abrogation

Toutes les dispositions antérieures portant sur le même objet sont abrogées.

Article 6: Publication

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Normandie.

La présente décision prendra effet et sera opposable aux tiers le 1^{er} décembre 2023s.

A Rouen, le

2 8 NOV. 2023

Pour le préfet de la région Normandie et par délégation, Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Olivier MORZELLE

Voies et délais de recours : Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

R28-2023-11-28-00002

Décision n°2023-118- Subdélégation de signature en matière de transports routiers



Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

DÉCISION N°2023-118

Objet : Subdélégation de signature en matière de transports routiers

Vu:

Le code de justice administrative ;

Le code des transports;

La loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée, dite loi d'orientation des transports intérieurs

Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Le décret n°2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ,

L'arrêté du 16 novembre 1999 modifié relatif aux titres administratifs de transport qui doivent être détenus par les entreprises effectuant en France un transport routier de marchandises ;

L'arrêté du 12 juillet 2000 modifié relatif aux autorisations bilatérales pour les transports routiers internationaux de marchandises délivrées aux entreprises résidant en France ;

L'arrêté du 21 décembre 2000 modifié fixant les modalités selon lesquelles sont accordées les dérogations prévues à l'article R.3211-2 du code des transports ;

L'arrêté du 7 février 2002 modifié relatif aux autorisations de transport routier de marchandises délivrées aux entreprises établies en France dans le cadre du contingent multilatéral du forum international des transports (ex conférence européenne des ministres des transports);

L'arrêté du 11 mars 2003 modifié relatif à l'attestation de conducteur ressortissant d'un État tiers instaurée par le règlement (CE) du parlement européen et du conseil du 1er mars 2002 ;

L'arrêté du 28 décembre 2011 modifié relatif à la délivrance des attestations de capacité professionnelle permettant l'exercice de la profession de transporteur public routier ;

L'arrêté du 21 décembre 2015 modifié relatif à la délivrance de l'attestation de capacité professionnelle permettant l'exercice de la profession de commissionnaire de transport ;

L'arrêté du 28 décembre 2011 modifié relatif à l'autorisation d'exercer la profession de transporteur

SERVICES PUBLICS+

Cité administrative – 2 rue Saint Sever BP 86002 – 76032 ROUEN cedex Tél 02 35 58 53 27 – Fax 02 35 58 53 03 www.normandie.developpement-durable.gouv.fr

1 rue Recteur Daure CS 60040 - 14006 CAEN cedex 1 Tél 02 50 01 83 00 – Fax 02 50 01 85 90 public routier et aux modalités de la demande d'autorisation par les entreprises;

L'arrêté du 4 octobre 2007 modifié relatif à la composition du dossier de demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport;

La circulaire du 27 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre, au niveau régional, de la charte « Objectif CO2 : les transporteurs s'engagent » dans le transport routier de marchandises et de voyageurs, modifiée par le guide charte "Objectif CO2 : les transporteurs s'engagent" en date du 13 janvier 2022;

L'arrêté de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 21 octobre 2019 portant nomination de monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie ;

L'arrêté de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 15 juin 2020 nommant monsieur David WITT, directeur régional adjoint de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie ;

L'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de la ministre de la transition énergétique en date du 12 juillet 2022 nommant madame Sandrine PIVARD, directrice régionale adjointe de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;

L'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de la ministre de la transition énergétique en date du 17 octobre 2022 nommant monsieur Pascal HENRY, directeur régional adjoint de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;

L'arrêté préfectoral n° 22-217 portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;

L'arrêté n°SGAR 23-036 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature du préfet de région en matière d'activités à monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Normandie;

DÉCIDE

Article 1er:

Subdélégation est donnée à monsieur David WITT jusqu'au 17 décembre 2023 madame Sandrine PIVARD et monsieur Pascal HENRY, directeurs régionaux adjoints et à madame Hélène MACH, cheffe du service sécurité des transports et des véhicules (SSTV) à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions tous les actes, documents, décisions et correspondances concernant :

Code	Nature de l'attribution	Références
1	TRANSPORTS PUBLICS ROUTIERS DE MARCHANDISES :	
1.1	Registre des transporteurs et des loueurs	*
	1.1.1 - inscription au registre des transporteurs et des loueurs, maintien de l'inscription au registre et radiation de ce registre	Code des transports – articles R.3211-9 à R.3211-49
	1.1.2 – Modification des conditions d'inscription au registre des transporteurs et des loueurs	Arrêté modifié du 28 décembre 2011 (autorisation d'exercer) – Article 6

Code	Nature de l'attribution	Références
1.2	Capacité professionnelle	Code des transports – articles R.3211-37 à R.3211-42
	1.2.1 - Agrément des centres de formation pour l'obtention de l'attestation de capacité professionnelle en transport léger	Arrêté modifié du 28 décembre 2011 (capacité professionnelle) - article 7.1
8 20 200	1.2.2 - Délivrance des attestations de capacité professionnelle	Arrêté modifié du 28 décembre 2011 (capacité professionnelle) - article 7, 11 à 16
1.3	Titres administratifs de transport	
	délivrance, renouvellement, échange des titres administratifs de transports tels que :	Code des transports – article R.3211-12
	 licences communautaires et de transport intérieur autorisations bilatérales, Autorisations contingent multilatéral du FIT, Attestation de conducteur ressortissant d'un État tiers 	Arrêté du 16 novembre 1999 modifié - article 4 Arrêté du 12 juillet 2000 - article 1er Arrêté du 7 février 2002 – articles 1 et 4 Arrêté du 11 mars 2003 - articles 1 et 4
V* ,	☐ dérogations accordées en application de l'article R.3211-2 du code des transports	Arrêté du 21 décembre 2000 - article 6
1.4	Sanctions administratives: □ Saisine de la commission des sanctions administratives □ Retrait temporaire, restitution, retrait définitif des titres administratifs de transport, immobilisation des véhicules □ avertissement	Code des transports – articles R.3452-12 et R.3452-13 Code des transports – articles R.3211-28 à R.3211-31 et R.3242-1 à R.3242-12
	COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT	
2.1	Registre des commissionnaires de transport :	
r C	2.1.1 - inscription au registre des commissaires de transport, délivrance du certificat d'inscription au registre, radiation du registre, radiation du registre.	Code des transports articles R.1422-1 à R.1422-25 et R.1452-1
` (commissionnaires Capacité professionnelle	Arrêté modifié du 4 octobre 2007 Article 4 Code des transports – article R.1422-4 et articles R.1422-11 à R.1422-14-1 et R.1422-15 à R.1422-18
c	délivrance de l'attestation de capacité professionnelle,	Arrêté du 21 décembre 2015 – articles 5 à 13 Arrêté du 21 décembre 2015 - article 14.
2.3	Sanctions administratives	
	Saisine de la commission des sanctions administratives.	Code des transports – article R 1452-1

Code	Nature de l'attribution	Références
3	TRANSPORTS URBAINS DE PERSONNES ET TRANSPORTS ROUTIERS NON URBAINS DE PERSONNES	
3.1	Registre des voyageurs	*
	3.1.1 - inscription au registre des transports routiers de personnes, maintien de l'inscription au registre, radiation de ce registre.	Code des transports – articles R.3113-2 à R.3113-48
	3.1.2 - Modification des conditions d'inscription au registre des transporteurs et des loueurs,	Arrêté modifié du 28 décembre 2011 (autorisation d'exercer) – Article 6
3.2	Capacité professionnelle	Code des transports – articles R.3113-35 à R.3113-42
	3.2.1 - Agrément des centres de formation pour l'obtention de l'attestation de capacité professionnelle en transport léger	Arrêté modifié du 28 décembre 2011 article 7.1
	3.2.2 - Délivrance des attestations de capacité professionnelle	Arrêté modifié du 28 décembre 2011 article 7, 11 à 16
3.3	Délivrance des titres de transport pour des transports urbains et non urbains de personnes (licences de transport intérieur et licences communautaires)	
3.4	Sanctions administratives	
	 saisine de la commission des sanctions administratives retrait temporaire, restitution, retrait définitif des titres administratifs de transports, immobilisation des véhicules, avertissement 	Code des transports – articles R.3452-12 et R.3452-13 Code des transports – articles R.3113-27 à R.3113-30 et R.3116-12 à R.3116-24
4	FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE OBLIGATOIRE POUR LES CONDUCTEURS DU TRANSPORT ROUTIER	
8	Correspondances et décisions relatives à l'agrément et au contrôle des centres habilités à dispenser ces formations	Code des transports – articles R.3314-19 à R.3314-24 et R.3314-26
5	INSTANCES CONSULTATIVES	
5 o	Constitution et convocation de(s) commission(s) territoriale(s) des sanctions administratives	Code des transports – articles R.3452-3 à R.3452-22
	Comité régional de suivi de la charte Objectif CO2	Circulaire du 27 mai 2013 modifiée

Article 2:

Subdélégation est donnée à monsieur Frédéric DECHAMPS, adjoint à la cheffe de service et chef du bureau homologation et contrôle des véhicules (BHCV), à monsieur Pierre GUERIF, chef du bureau gestion des entreprises de transport (BGET) à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les actes, documents, décisions et correspondances visés aux points 1.1, 1.2, 1.3, 2.1, 2.2, 3.1, 3.2, 3.3 et 4 de l'article 1er de la présente décision.

Article 3:

Subdélégation est donnée à madame Carole VENDANGE, adjointe au chef du bureau gestion des entreprises de transport (BGET) à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les actes, documents, décisions et correspondances visés aux points 1.1.2, 1.2.1, 1.3, 2.1.2, 3.1.2, 3.2.1 et 3.3 de l'article 1er de la présente décision.

Une subdélégation partielle est également accordée pour le point 3.1.1. Elle est limitée aux entreprises de transport de voyageurs relevant du régime dérogatoire.

Article 4:

En cas d'absence de madame Hélène MACH, la subdélégation qui lui est conférée par l'article 1er de la présente décision sera exercée par monsieur Frédéric DECHAMPS, adjoint à la cheffe de service et chef du bureau homologation et contrôle des véhicules (BHCV) ou par monsieur Pierre GUERIF, chef du bureau gestion des entreprises de transport (BGET).

Article 5: Abrogation

Toutes les dispositions antérieures portant sur le même objet sont abrogées.

Article 6: Publication

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Normandie.

La présente décision prendra effet et sera opposable aux tiers le 1er décembre 2023s.

A Rouen, e 2 8 NOV. 2023

Pour le préfet de la région Normandie et par délégation, Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et de logement de Normandie

Olivier MORZELLE

<u>Voies et délais de recours</u>: Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

R28-2023-11-28-00003

Décision n°2023-119- Subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire



Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

DÉCISION N°2023-119

Objet : Subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire sur les budgets des ministères de la transition écologique de la cohésion des territoires de la transition énergétique et de la mer

Vu:

La loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

La loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Le décret n°98-81 modifié du 11 février 1998 et le décret n°99-89 du 8 février 1999 modifié relatifs aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale et la circulaire d'application correspondante du 11 février 1999 ;

Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Le décret n°2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État modifié ;

Le décret n°2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

Le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

Le décret n°2020-99 du 7 février 2020 relatif à l'organisation et aux missions des secrétariats généraux départementaux ;

L'arrêté de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 21 octobre 2019 portant nomination de monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;



Cité administrative – 2 rue Saint Sever BP 86002 – 76032 ROUEN cedex Tél 02 35 58 53 27 – Fax 02 35 58 53 03 www.normandie.developpement-durable.gouv.fr 1 rue Recteur Daure CS 60040 - 14006 CAEN cedex 1 Tél 02 50 01 83 00 – Fax 02 50 01 85 90 L'arrêté de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 15 juin 2020 nommant monsieur David WITT, directeur régional adjoint de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie à compter du 1er septembre 2020;

L'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de la ministre de la transition énergétique en date du 12 juillet 2022 nommant madame Sandrine PIVARD, directrice régionale adjointe de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie ;

L'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de la ministre de la transition énergétique en date du 17 octobre 2022 nommant monsieur Pascal HENRY, directeur régional adjoint de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;

L'arrêté préfectoral n° SGAR 22-217 du 22 décembre 2022 portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;

L'arrêté n°SGAR 23-037 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature du préfet de région en matière d'ordonnancement secondaire à monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Normandie

l'arrêté du directeur du secrétariat général commun départemental de la Seine-Maritime en date du 1 février 2021 portant délégation de signature dans le cadre de la gestion et l'utilisation des crédits du plan France relance;

La circulaire du 4 décembre 2013 du ministre de l'économie et des finances, relative à la désignation du préfet de région comme responsable de budget opérationnel de programme pour les services territoriaux placés sous son autorité;

La circulaire du 11 janvier 2021 du ministre délégué chargé des comptes publics, relative à la gestion budgétaire du plan de relance ;

La convention de délégation de gestion du 3 février 2021 entre le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime et le directeur du secrétariat général commun départemental de la Seine-Maritime, relative à la gestion et à l'utilisation des crédits du plan France relance

La convention de délégation de gestion du 8 décembre 2022 entre le sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel de la direction des ressources humaines du ministère de l'Intérieur et des outre-mer et les directeurs régionaux et le directeur du secrétariat général commun départemental sur l'unit » opérationnelle « convergence de l'action sociale régionale».

DÉCIDE

Article 1er : Pilotage des BOP, des UO et des CC

Subdélégation de signature est donnée à monsieur David WIT jusqu'au 17 décembre 2023, madame Sandrine PIVARD et monsieur Pascal HENRY, directeurs régionaux adjoints ainsi qu'à madame Florence CARON-ROBERT, directrice du cabinet de la direction , pour :

Recevoir les crédits des programmes suivants :

2/13

Missions		Programmes	DOD HO at
1415510115		Programmes	BOP, UO et Centre de coût de
š	8		niveau régional
Écologie,	113	Paysages, Eau et Biodiversité	PEB
Développement et	113	raysages, Lau et biodiversite	PEB
Aménagement	4		,
Durables	174	Énergie, Climat et Après-Mines	ECAM
	18 5		
	181	Prévention des Risques	PR
,			
*	203	Infrastructures et Services de	IST
		Transport	
*		,	P 92 P
	205	Sécurité et Affaires Maritimes,	SAMPA
	200	Pêche et Aquaculture	SAMA
		recine de riquedicore	
	217	Conduite at Bilatana das	CDDEED DA
	217	Conduite et Pilotage des Politiques de l'Écologie, de l'Énergie,	CPPEEDDM
X	8 6	du Développement Durable et de la	-
		Mer	
	(Q)	Piel	- 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10
- ×	159	Expertise, Information	CGDD
· .	* * * * * * * * * * * * * * * * * * * *	Géographique et Météorologie	
Logement	135	Urbanisme, Territoires et	UTAH
20801110111	100	Amélioration de l'Habitat	UTAH dédié au plan de
	- a	A THE METALION GO THIS PEAC	relance (0135- RNOR)
Administration	354	Administration territoriale de	UO 354-05
générale et	334	l'Etat	Fonctionnement
territoriale de l'État		Ltat	courant de
(moyens de			l'administration
fonctionnement)			territoriale
9			*
, ,			UO 354-06
			Dépenses
			immobilières de
			l'administration
	216	Conduite et pilotage des politiques	territoriale
, ,		de l'Intérieur	UO 0010 CDDU
			UO 0216-CPRH-
			CASR « convergence de l'action sociale
			régionale »
Casting de	700	0.5	
Gestion de	723	Opérations immobilières et	Centre de coût
patrimoine immobilier de l'Etat		entretien des bâtiments de l'État	
miniopiner de l'État		2.	т е

Plan de relance	362	Ecologie	TECO
Fonds verts	380	Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	380-NORM

- 2. Lorsque le DREAL est RBOP, répartir les crédits entre les unités opérationnelles, chargées de l'exécution,
- 3. Procéder à des ré-allocations en cours d'exercice budgétaire.

Article 2 : Rôle d'ordonnateur secondaire délégué

Subdélégation de signature est donnée à monsieur David WITT jusqu'au 17 décembre 2023, madame Sandrine PIVARD et monsieur Pascal HENRY, directeurs régionaux adjoints, à l'effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du préfet, en matière d'ordonnancement secondaire, articles 2 et 3.

Article 3 : Rôle d'ordonnateur secondaire délégué (selon attributions des chefs de service et de mission, des adjoints et responsables de bureau et d'unité)

Subdélégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions à :

Service ressources naturelles (SRN)

Agents	Fonctions
Olga LEFEVRE-PESTEL	Cheffe du service ressources naturelles
Frédéric BIZON	Chef du bureau de l'eau et des milieux aquatiques
Véronique FEENY- Ajointe au chef du bureau de l'eau et des milieux aquatiques FEREOL	
Stéphane PINEY	Chef du bureau de l'hydrologie, de l'hydrométrie et de la prévision des crues
Denis RUNGETTE	Chef du bureau biodiversité terrestre avec les territoires
Bruno DUMEIGE	Chargé du partenariat biodiversité terrestre avec les territoires
Denis SIVIGNY	Responsable de l'unité accompagnement des plans et projets
Florent CLET	Responsable de l'unité connaissance, animation et préservation
Laurent DUMONT	Chef du pôle mer et littoral
Sandrine ROBBE	Adjointe au chef du pôle mer et littoral
Stéphane ECREPONT	Responsable de l'unité hydrométrie hydrologie, secteur est

Gwen GLAZIOU	Adjoint au chef de bureau de l'hydrobiologie, de l'hydrométrie et de la prévision des crues, responsable de l'unité hydrométrie hydrologie secteur ouest
Marie MORIN	Responsable de l'unité prévision des crues
Marie-Line JOLY	Correspondante budgétaire

Service énergie, climat, logement et aménagement durable (SECLAD)

Agents	Fonctions		
Stéphane DOUCHET	Chef du service énergie, climat, logement et aménagement durable		
Philippe SURVILLE	Chef adjoint du service énergie, climat, logement et aménagement durable, chef du bureau paysages et sites		
Amélie LACOGNE	Adjointe au chef du service énergie, climat, logement et aménagement durable, chargée de la transition énergétique et de la croissance verte		
François PESTEL	Chef du bureau logement construction		
Carole LENGRAND	Cheffe du bureau de l'aménagement et du développement durable		
Cyrille GACHIGNAT	Chef du bureau climat, air et énergie		
David ROMIEUX	Chef du pôle évaluation environnementale		
Marie MOIROT	Cheffe de l'unité logement		
Philippe GARRIC	Chef de l'unité habitat privé		
Christophe MOINIER	Chef de l'unité sites de Rouen		
Christian LE NORMAND	Responsable du pôle budgétaire et financier		

Service du management de la connaissance et de l'appui aux projets (SMCAP)

Agents	Fonctions
Nicolas PUCHALSKI	Chef du service du management de la connaissance et de l'appui aux projets
Thomas GERGAUD	Adjoint au chef du service du management de la connaissance et de l'appui aux projets, chargé du système d'information de la connaissance
Karine CARPENTIER-	Cheffe du bureau des archives et de la documentation

				9.
HAUGMARD	_	9		
	360		*	

Service risques (SRI)

Agents	Fonctions
Marie ABADIE	Cheffe du service risques
Olivier LAGNEAUX Chef adjoint du service risques , chargé de la TECV-ICPE	
Isabelle FREBOURG	Cheffe du bureau des risques technologiques accidentels, responsable de l'unité sécurité industrielle et du pôle ESP Ouest
Fabrice GRINDEL	Chef du bureau des risques technologiques chroniques
Nathalie DESRUELLES	Cheffe du bureau des risques naturels

Service mobilités et infrastructures (SMI)

Agents	Fonctions	
Karine GONCALVES	Cheffe du service mobilités et infrastructures	
Astrid ERENATI	Adjointe à la cheffe du service mobilités et infrastructures, responsable de la division multimodalités	
Hélène REGNOUARD	Adjointe à la cheffe du service mobilités et infrastructures , responsable de la division maîtrise d'ouvrage des projets routiers	
Didier MENANT	Responsable du pôle projets ferroviaires	
Jean-Matthieu FARENC	Responsable du pôle mobilités	
Laurence PONA	Adjointe au responsable du pôle mobilités	
Jean-Luc ROLLAND	Responsable de projets de développement du réseau routier national	
Vincent ROBERT	Responsable de projets de développement du réseau routier national	
Louise BOISGROLLIER	Responsable de projets de développement du réseau routier national	
Théo LAUREC	Responsable de projets de développement du réseau routier national	
Christophe LECLERCQ	Responsable de projets de développement du réseau routier national	
Christophe KERVELLA	Responsable de projets de développement du réseau routier national	

Anthony GRASSER	Responsable de projets de développement du réseau routier national
Alexandre AVEZOU	Responsable de projets de développement du réseau routier national
David MENARD	Responsable de l'unité de gestion financière
Fabienne LAMBERT	Adjointe du responsable de l'unité de gestion financières

Service sécurité des transports et des véhicules (SSTV)

Agents	Fonctions
Hélène MACH	Cheffe du service sécurité des transports et des véhicules
Frederic DECHAMPS	Adjoint à la cheffe de service, Chef du bureau homologation et contrôle des véhicules
Pierre GUERIF	Chef du bureau gestion des entreprises de transport
Christine NEGRE	Chargée de mission animation et observatoire transport
Geoffrey COULIER	Chef du bureau contrôle des transports

Cabinet de la direction (Cab)

Agents	Fonctions		
Florence CARON ROBERT	Directrice du cabinet de la direction		
Delphine MARY	Adjointe à la directrice du cabinet de la direction		
Anne MACHEFERT	Cheffe du Pôle d'appui au pilotage régional		
Sandrine LEDUC	Cheffe du Pôle d'appui au pilotage interne		

Secrétariat Général (SG)

Agents	Fonctions				
Catherine FAUBERT	Secrétaire générale				
Fabienne DIEUSET	Secrétaire générale adjointe				
Marie-Pascale THIEBAUT	Secrétaire générale adjointe				
Sandrine GARRIC	Cheffe du bureau des ressources humaines				

Catherine JAMIN	Cheffe du bureau des finances et des marchés publics
Hervé RUAT	Chef du bureau de la logistique et de l'immobilier
Thierry REZEAU	Chef du bureau des technologies de l'information
Nathalie CREPY	Adjointe à la cheffe du bureau des ressources humaines
Johan BLIN	Adjoint à la cheffe du bureau des finances et des marchés publics, en charge de la gestion budgétaire, régisseur de recettes
Arnaud MALET	Adjoint à la cheffe du bureau de la logistique et de l'immobilier
Sylvio CASSETTO	Chef adjoint du bureau des technologies de l'information, en charge de la sécurité et de la conservation des données

Mission estuaire de la Seine (MES)

Agents	Fonctions
Christian BLANQUART	Responsable de la mission estuaire de la Seine

Direction - projets parcs éoliens en mer

Agents	Fonctions	2 9 94
Laëtitia SAVARY	Chargée de mission éolien en mer	

À	'effet de	signer o	dans le	cadre de	leurs attrib	utions et	compétences :
---	-----------	----------	---------	----------	--------------	-----------	---------------

- □ les demandes d'achats ou d'engagements juridiques et les ordres de payer,
- ☐ les constatations de service fait,
- □ les demandes d'émission de recettes non fiscales.

Article 4 : Rôle d'ordonnateur secondaire délégué (selon attribution du BFMP)

Subdélégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions à :

Agents	Fonctions
Sabine DRUMARD	Gestionnaire financier au bureau des finances et des marchés publics chargée de la gestion budgétaire (SG)
Marina CHIEU	Gestionnaire financier au BFMP chargée de la gestion budgétaire (SG)

À l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

8/13

les ordres de payer des dépenses

Article 5 : Rôle d'ordonnateur secondaire délégué en matière de service fait

Les personnes suivantes sont autorisées à réaliser dans l'outil Chorus Formulaires les validations de service fait :

Tous BOP

Agents	Fonctions
Sabine DRUMARD	Gestionnaire financier au bureau des finances et des marchés publics chargée de la gestion budgétaire (SG)
Marina CHIEU	Gestionnaire financier au BFMP chargée de la gestion budgétaire (SG)

BOP 203

Agents	Fonctions
David MENARD Responsable de l'unité gestion financière (SMI)	
Fabienne LAMBERT Adjointe du responsable de l'unité gestion financière (SMI)	

Article 6 : Rôle d'ordonnateur secondaire délégué dans le cadre de l'utilisation du progiciel Chorus

Rôle de responsable de BOP

les personnes suivantes sont autorisées à réaliser dans le progiciel Chorus :

- la réception des crédits des programmes repris dans l'article 1 de l'arrêté susvisé de la préfète en matière d'ordonnancement secondaire
- la répartition des crédits entre les unités opérationnelles chargées de l'exécution
- des ré-allocations de crédits en cours d'exercice entre ces unités opérationnelles

Agents	Fonctions	Profil Chorus
Anne MACHEFER	Responsable du bureau d'appui au pilotage régional (Cabinet)	RBOP
Véronique GAVANIER	Référente appui au RBOP délégué et suivi budgétaire de la ZGE (Cabinet)	RBOP
Guillaume COGNARD	Chargé des procédures RBOP-ZGE (Cabinet)	RBOP
Stéphanie DJABRI	Chargée des procédures RBOP-RZGE (Cabinet)	RBOP

Rôle de responsable d'UO (BOP 354-05,BOP 354-06 et BOP 216)

Les personnes suivantes sont autorisées à effectuer dans le progiciel Chorus pour les BOP définis aux articles 2 et 3 de l'arrêté susvisé du préfet en matière d'ordonnancement secondaire :

- Programmation des crédits
- Priorisation des CP en fin d'année budgétaire
- Rétablissement de crédits

Agents	Fonctions	Profil Chorus
Catherine JAMIN	Cheffe du bureau des finances et des marchés publics (SG)	RUO
Johan BLIN	Adjoint à la cheffe du bureau des finances et des marchés publics, en charge de la gestion budgétaire, régisseur de recettes (SG)	RUO
Sabine DRUMARD	Gestionnaire financier au bureau des finances et des marchés publics, chargée de la gestion budgétaire (SG)	RUO
Marina CHIEU	Gestionnaire financier au BFMP chargée de la gestion budgétaire (SG)	RUO

Rôle de centre de coût (BOP 723)

Les personnes suivantes sont autorisées à effectuer dans le progiciel Chorus pour les BOP définis aux articles 2 et 3 de l'arrêté susvisé du Préfet en matière d'ordonnancement secondaire :

- □ les demandes d'achats ou d'engagements juridiques et les ordres de payer,
- ☐ les constatations de service fait,
- □ les demandes d'émission de recettes non fiscales

Agents	Fonctions	Profil Chorus
Catherine JAMIN	Cheffe du bureau des finances et des marchés publics (SG)	Centre de coût
Johan BLIN	Adjoint à la cheffe du bureau des finances et des marchés publics, en charge de la gestion budgétaire, régisseur de recettes (SG)	Centre de coût
Hervé RUAT	Chef du bureau de la logistique et de l'Immobilier (SG)	Centre de coût
Arnaud MALET	Adjoint à la cheffe du bureau de la	Centre de coût

10/13

	logistique et de l'immobilier (SG)	
Olivier AMIOT	Responsable de l'antenne de Caen du bureau de la logistique et de l'immobilier (SG)	Centre de coût
Elodie HERSAN	Gestionnaire du patrimoine immobilier et foncier	Centre de coût
Sabine DRUMARD	Gestionnaire financier au bureau des finances et des marchés publics, chargée de la gestion budgétaire (SG)	Centre de coût
Marina CHIEU	Gestionnaire financier au BFMP chargée de la gestion budgétaire (SG)	Centre de coût

Article 7 : Rôle d'ordonnateur secondaire délégué en matière de frais de déplacements Subdélégation de signature est donnée à :

Agents	Fonctions
Catherine JAMIN	Cheffe du bureau des finances et des marchés publics (SG)
Johan BLIN	Adjoint à la cheffe du bureau des finances et des marchés publics, en charge de la gestion budgétaire, régisseur de recettes (SG)

À l'effet de valider sous l'application Chorus DT le transfert des états de frais de déplacements vers Chorus pour l'ensemble des programmes.

Article 8 : Rôle d'ordonnateur secondaire délégué en matière de paye

Subdélégation de signature est donnée à :

Agents	Fonctions	e e
Catherine FAUBERT	Secrétaire générale (SG)	. 9
Fabienne DIEUSET	Secrétaire générale adjointe (SG)	ar ar ar
Marie-Pascale THIEBAUT	Secrétaire générale adjointe (SG)	

A l'effet de valider tous les documents de pré-liquidation de la paye et tous les documents liés aux indus de rémunération pour l'ensemble des agents de son périmètre de compétence.

Article 9 : Rôle d'ordonnateur secondaire délégué sur l'UO 0216-CPRH-CASR « convergence de l'action sociale régionale »

Subdélégation de signature est donnée à :

Agents	Fonctions	Profil Chorus
Catherine JAMIN	Cheffe du bureau des finances et des marchés publics (SG)	Centre de coût
Johan BLIN	Adjoint à la cheffe du bureau des finances et des marchés publics, en charge de la gestion budgétaire, régisseur de recettes (SG)	Centre de coût
Hervé RUAT	Chef du bureau de la logistique et de l'Immobilier (SG)	Centre de coût
Arnaud MALET	Adjoint à la cheffe du bureau de la logistique et de l'immobilier (SG)	Centre de coût
Sabine DRUMARD	Gestionnaire financier au bureau des finances et des marchés publics, chargée de la gestion budgétaire (SG)	Centre de coût
Marina CHIEU	Gestionnaire financier au BFMP chargée de la gestion budgétaire (SG)	Centre de coût

Article 10 : Rôle de porteurs d'une carte d'achat

Il est attribué aux personnes suivantes une carte d'achat utilisable pour des dépenses à

caractère professionnel dans la limite de leurs attributions et compétences.

Service/Bureau	ervice/Bureau Agent	
SG/BLI	Hervé RUAT	1 - 3
SG/BLI	Arnaud MALET	1 - 3
SG/BLI	Delphine BESNARD	1 - 3
SG/BLI	Olivier AMIOT	. 1
SG/BTI	Thierry RÉZEAU	1 - 3
SRN / U2HO	Gwen GLAZIOU	1
SRN / U2HO	Boris ALEXANDRE	1
SRN / U2HO	Guillaume COLOMBIER	1
SRN / U2HO	Lin DECAENS	1
SRN / U2HO	Cédric FLOUZAT	1.
SRN / U2HO	Julien SCHOHN	1

SRN / U2HE	Stéphane ECREPONT	1 ,
SRN / U2HE	Stéphane HÉLOUIN	1
SRN / U2HE	Gaspard HUBERT	1
SRN / U2HE	Guillaume MOREL	1
SRN / U2HE	Delphine MOUQUET-NZUSSING	1.
SRN / U2HE	Charline TISSIER	1

Article 11:

Toutes les dispositions antérieures portant sur le même objet sont abrogées.

Article 12:

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Normandie.

La présente décision prendra effet et serat opposable aux tiers le 1er décembre 2023.

A Rouen, le 2 8 NOV. 2023

Pour le préfet de la région Normandie et par délégation, Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Olivier MORZELLE

<u>Voies et délais de recours</u>: Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

R28-2023-11-28-00004

Décision n°2023-120- Subdélégation de signature en matière d'activités de marches-publics et d'accords-cadres



Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

DÉCISION Nº 2023-120

Objet : Subdélégation de signature en matière de marchés publics et d'accordscadres

Vu:

L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Le décret n°2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

L'arrêté de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 21 octobre 2019 portant nomination de monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;

L'arrêté de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 15 juin 2020 nommant monsieur David WITT, directeur régional adjoint de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie à compter du 1er septembre 2020 ;

L'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de la ministre de la transition énergétique en date du 12 juillet 2022 nommant madame Sandrine PIVARD, directrice régionale adjointe de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;

L'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de la ministre de la transition énergétique en date du 17 octobre 2022 nommant monsieur Pascal HENRY, directeur régional adjoint de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;

L'arrêté préfectoral n° n° SGAR / 22-217 du 22 décembre 2022 portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;

L'arrêté préfectoral n°SGAR 23-038 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature en matière de marchés publics et d'accords-cadres à monsieur MORZELLE, directeur régional de l'environnement de l'aménagement er du logement (DREAL) de Normandie



DÉCIDE

Article 1er:

Subdélégation de signature est donnée à monsieur David WITT jusqu'au 17 décembre 2023, madame Sandrine PIVARD et monsieur Pascal HENRY, directeurs régionaux adjoints, à l'effet de signer l'ensemble des marchés de travaux, de fournitures, de services et de prestations intellectuelles, passés selon une procédure formalisée ou une procédure adaptée ou sur le fondement d'accords-cadres ainsi que tous les actes subséquents.

Article 2:

Subdélégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions, à l'effet de signer les marchés de travaux, de fournitures, de services et de prestations intellectuelles inférieurs à 144 000 euros H.T., passés selon une procédure formalisée ou une procédure adaptée ou sur le fondement d'accords-cadres ainsi que tous les actes subséquents à :

Service	Nom	Fonction
SRN	Olga LEFEVRE-PESTEL	Cheffe du service ressources naturelles
SECLAD .	Stephane DOUCHET	Chef du service énergie, climat, logement et aménagement durable
SECLAD	Philippe SURVILLE	Chef adjoint du service énergie, climat, logement et aménagement durable, chef du bureau paysages et sites
SECLAD	Amélie LACOGNE	Adjointe au chef du service énergie, climat, logement et aménagement durable, chargée de la transition énergétique et de la croissance verte
MES	Christian BLANQUART	Responsable de la mission estuaire de la Seine
SMCAP	Nicolas PUCHALSKI	Chef du service du management de la connaissance et de l'appui aux projets
SMCAP	Thomas GERGAUD	Adjoint au chefe du service du management de la connaissance et de l'appui aux projets, chargé du système d'information de la connaissance
SRI	Marie ABADIE	Cheffe du service risques
SRI	Olivier LAGNEAUX	Chef adjoint du service risques , chargé de la TECV-ICPE
SMI	Karine GONCALVES	Cheffe du service mobilités et infrastructures
SMI	Astrid ERENATI	Adjointe à la cheffe du service mobilités et infrastructures, responsable de la division multimodalités
SMI	Hélène REGNOUARD	Adjointe à la cheffe du service mobilités et infrastructures, responsable de la division maîtrise d'ouvrage des projets routiers

Service	Nom	Fonction
SSTV	Hélène MACH	Cheffe du service sécurité des transports et des véhicules
SSTV	Frédéric DECHAMPS	Adjoint à la cheffe du service sécurité des transports et des véhicules , chef du bureau homologation et contrôle des véhicules
Cab	Florence CARON- ROBERT	Directrice du cabinet de la direction
Cab	Delphine MARY	Adjointe de la directrice du cabinet de la direction
SG	Catherine FAUBERT	Secrétaire générale
SG	Fabienne DIEUSET,	Secrétaire générale adjointe
SG	Marie-Pascale THIEBAUT	Secrétaire générale adjointe

Article 3:

Subdélégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions, à l'effet de signer les marchés de travaux, de fournitures, de services et de prestations intellectuelles inférieurs à 25 000 euros H.T., passés selon une procédure formalisée ou une procédure adaptée ou sur le fondement d'accords-cadres ainsi que tous les actes subséquents à :

Service	Nom	Fonction
SRN	Frédéric BIZON	Chef du bureau de l'eau et des milieux aquatiques
SRN	Véronique FEENY- FEREOL	Adjointe au chef du bureau de l'eau et des milieux aquatiques
SRN	Denis RUNGETTE	Chef du bureau de la biodiversité et des espaces naturels
SRN	Laurent DUMONT	Chef du pôle mer et littoral
SRN	Sandrine ROBBE	Adjointe au chef du pôle mer et littoral
SRN	Stéphane PINEY	Chef du bureau de l'hydrologie, de l'hydrométrie et de la prévision des crues
SRN	Gwen GLAZIOU	Adjoint au chef du bureau de l'hydrologie, de l'hydrométrie et de la prévision des crues , responsable de l'unité hydrométrie hydrologie secteur Ouest
SECLAD	François PESTEL	Chef du bureau logement construction
SECLAD	Marie MOIROT	Cheffe de l'unité logement

Service	Nom	Fonction
SECLAD	Philippe GARRIC	Chef de l'unité habitat privé
SSTV	Geoffrey COULIER	Chef du bureau contrôle des transports
SECLAD	Carole LENGRAND	Cheffe du bureau de l'aménagement et du développement durable
SECLAD	Cyrille GACHIGNAT	Chef du Bureau climat, air et énergie
SECLAD	Christophe MOINIER	Chef de l'unité sites de Rouen
SECLAD	David ROMIEUX	Chef du pôle évaluation environnementale
SMI	Jean-Luc ROLLAND	Responsable de projets de développement du réseau routier national
SMI	Vincent ROBERT	Responsable de projets de développement du réseau routier national
SMI	Théo LAUREC	Responsable de projets de développement du réseau routier national
SMI	Louise BOISGROLLIER	Responsable de projets de développement du réseau routier national
SMI	Christophe KERVELLA	Responsable de projets de développement du réseau routier national
SMI	Christophe LECLERCQ	Responsable de projets de développement du réseau routier national
SMI	Anthony GRASSER	Responsable de projets de développement du réseau routier national
SMI	Alexandre AVEZOU	Responsable du pôle gestion financière, procédures, méthodes
SRI	Isabelle FREBOURG	Responsable du bureau des risques technologiques accidentels, de l'unité sécurité industrielle et du pôle ESP Ouest
SRI	Fabien GILLERON	Chef de l'unité risques accidentels
SRI	Fabrice GRINDEL	Chef du bureau des risques technologiques chroniques
SRI	Quentin CATHRIN- HAMELIN	Chef adjoint du bureau des risques technologiques chroniques
SRI	Emmanuel GOUJON	Chef de l'unité sites et sols pollués, santé, mission reconversion industrielle
SRI	Nathalie DESRUELLES	Cheffe du bureau des risques naturels
sG	Sandrine GARRIC	Cheffe du bureau des ressources humaines

Service	Nom	Fonction
SG	Nathalie CREPY	Adjointe à la cheffe du bureau des ressources humaines
SG	Hervé RUAT	Chef du bureau de la logistique et de l'immobilier
SG	Arnaud MALET	Adjoint au chef du bureau de la logistique et de l'immobilier, responsable du pôle logistique et finances
SG	Olivier AMIOT	Responsable de l'antenne de Caen du Bureau de la Logistique et de l'Immobilier
SG	Catherine JAMIN	Cheffe du bureau des finances et des marchés publics
SG	Johan BLIN	Adjoint à la cheffe du bureau des finances et des marchés publics, en charge de la gestion budgétaire, régisseur de recettes
SG	Thierry RÉZEAU	Chef du bureau des technologies de l'information
SG	Sylvio CASSETTO	Chef adjoint du bureau des technologies de l'information, en charge de la sécurité et de la conservation des données
Cab	Sandrine LEDUC	Cheffe du pôle d'appui au pilotage interne

Article 4:

Subdélégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions, à l'effet de signer les marchés de travaux, de fournitures, de services et de prestations intellectuelles inférieurs à 5 000 euros H.T., passés selon une procédure formalisée ou une procédure adaptée ou sur le fondement d'accords cadres ainsi que tous les actes subséquents à :

Service	Nom	Fonction
SRN	Marie MORIN	Responsable de l'unité prévision des crues
SRN	Stéphane ECREPONT	Responsable de l'unité hydrométrie hydrologie secteur Est
SRN	Bruno DUMEIGE	Chargé du partenariat biodiversité terrestre avec les territoires
SRN	Denis SIVIGNY	Responsable de l'unité accompagnement des plans et projets
SRN	Florent CLET	Responsable de l'unité connaissance, animation et préservation
SRN	Marie-Line JOLY	Correspondante budgétaire
SECLAD	Christian LE NORMAND	Responsable du pôle budgétaire et financier
SMCAP	Karine CARPENTIER- HAUGMARD	Cheffe du bureau des archives et de la documentation
SG	Michel CHEBANA	Gestionnaire logistique

SG	Elodie HERSAN	Gestionnaire du patrimoine immobilier et foncier
SG	Delphine BESNARD	Acheteuse-approvisionneuse

Article 5:

En cas d'absence de monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, la délégation qui lui est attribuée aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n°SGAR 23-038 sera exercée par monsieur David WITT, madame Sandrine PIVARD et monsieur Pascal HENRY, directeurs régionaux adjoints.

Article 6:

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Normandie.

La présente décision prendra effet et sera opposable aux tiers le 1er décembre 2023,.

A Rouen, le 2 8 NOV. 2023

Pour le préfet de la région Normandie et par délégation, Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Olivier MORZELLE

<u>Voies et délais de recours</u>: Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

R28-2023-11-28-00005

Décision n°2023-121- Subdélégation de signature de gestion du personnel - agents affectés en DREAL



Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

DÉCISION N°2023-121

Objet: Subdélégation de signature en matière de gestion du personnel concernant les agents affectés à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL)

Vu:

- La partie législative du code général de la fonction publique ;
- Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;
- ◆ Le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- L'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
- L'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité;
- ◆ L'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État ;
- L'arrêté de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 21 octobre 2019 portant nomination de monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;
- L'arrêté de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 15 juin 2020 nommant monsieur David WITT, directeur régional adjoint de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;
- L'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de la ministre de la transition énergétique en date du 12 juillet 2022 nommant madame Sandrine PIVARD, directrice régionale adjointe de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;



Cité administrative – 2 rue Saint Sever BP 86002 – 76032 ROUEN cedex Tél 02 35 58 53 27 – Fax 02 35 58 53 03 www.normandie.developpement-durable.gouv.fr 1 rue Recteur Daure CS 60040 - 14006 CAEN cedex 1 Tél 02 50 01 83 00 – Fax 02 50 01 85 90

- L'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de la ministre de la transition énergétique en date du 17 octobre 2022 nommant monsieur Pascal HENRY, directeur régional adjoint de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;
- L'arrêté préfectoral n° SGAR 22-217 du 22 décembre 2022 portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie;
- L'arrêté préfectoral n°SGAR 23-039 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature du préfet de région à monsieur MORZELLE, directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Normandie en matière de gestion du personnel concernant les agents affectés en DREAL

DÉCIDE

Article 1er: Subdélégation aux directeurs adjoints

Subdélégation de signature est donnée à madame Sandrine PIVARD, monsieur David WITT jusqu'au 17 décembre 2023 et monsieur Pascal HENRY, directeurs régionaux adjoints, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- pour les fonctionnaires des corps et des emplois fonctionnels mentionnés à l'annexe I-A, les décisions listées en annexe I-B,
 pour les fonctionnaires des corps relevant du ministère de la transition écologique et solidaire mentionnés à l'annexe I-A qui sont éligibles à la nouvelle bonification indiciaire, la définition des fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire, la détermination du nombre de points correspondant à chacune de ces fonctions, et l'attribution des points de nouvelle bonification indiciaire,
 pour les agents contractuels mentionnés à l'annexe II-A, les décisions listées en annexe II-B;
 pour les fonctionnaires du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État relevant du ministère de la transition écologique et solidaire, les décisions listées en annexe III;
- pour les fonctionnaires des corps des secrétaires d'administration et de contrôle du développement durable et des techniciens supérieurs du développement durable, les décisions relatives aux avancements d'échelon,
- pour les fonctionnaires du corps des secrétaires d'administration et de contrôle du développement durable relevant de la spécialité administration générale, les décisions relatives aux opérations de recrutement listées en annexe IV.

Article 2 : Subdélégation à la secrétaire générale et à la secrétaire générale adjointe

2.1 - Subdélégation de signature est donnée à madame Catherine FAUBERT, secrétaire générale, madame Fabienne DIEUSET, secrétaire générale adjointe et à madame Marie-Pascale THIEBAUT, secrétaire générale adjointe, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences les décisions correspondant à l'article 1, à l'exception de :

<u>Pour les fonctionnaires des corps de fonctionnaires et des emplois fonctionnels mentionnés à l'annexe I-A</u>

- Les paragraphes 26°, 28° et 30° de l'annexe I - B.

Pour les agents contractuels mentionnés à l'annexe II-B

- Les paragraphes 1-21°et 3-1° de l'annexe II – B.

2/14

Pour les fonctionnaires du corps des adjoints administratifs titulaires des administrations de l'État relevant du ministère de la transition écologique

- pour les fonctionnaires titulaires, les paragraphes 9°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 19 et 20° de l'annexe III.
- pour les fonctionnaires stagiaires, les paragraphes 6°, 7°, 8°, 11°-e et 20°,
- 2.2 Subdélégation de signature est donnée à madame Catherine FAUBERT, secrétaire générale, madame Fabienne DIEUSET, secrétaire générale adjointe et madame Marie-Pascale THIEBAUT secrétaire générale adjointe, à l'effet de signer pour les agents affectés à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et de statut MTECT dans le cadre de leurs attributions et compétences les décisions ci-dessous non visées à l'article 1:
- les ordres de mission,
- les conventions de stage,
- les accidents de travail ou de service,
- les attestations diverses,
- tous les actes individuels de gestion courante.
- 2.3 Subdélégation de signature est donnée à madame Sandrine GARRIC, cheffe du bureau des ressources humaines, à l'effet de signer pour les agents affectés à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et de statut MTECT dans le cadre de leurs attributions et compétences les décisions ci-dessous :
- les attestations diverses,
- tous les actes individuels de gestion courante,
- Les états liquidatifs ou leur équivalent pour un montant maximum de 500 €.

Article 3 : Subdélégation aux chefs de service, aux chefs de mission, aux chefs d'unité départementale et à leurs adjoints

Subdélégation de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions correspondant aux points suivants pour les agents de leur service de leur unité ou de leur mission :

- les congés annuels et attributions de jours de réduction du temps de travail

à:

- Madame Florence CARON-ROBERT, directrice du cabinet de la direction (Cab)
- Madame Delphine MARY, adjointe de la directrice du cabinet de la direction (Cab)
- Monsieur Christian BLANQUART, responsable de la mission estuaire de la Seine (MES)
- Madame Catherine FAUBERT, secrétaire générale (SG)
- Madame Fabienne DIEUSET, secrétaire générale adjointe (SG)
- Madame Marie-Pascale THIEBAUT, secrétaire générale adjointe (SG),
- Monsieur Nicolas PUCHALSKI, chef du service du management de la connaissance et de l'appui aux projets
- Monsieur Thomas GERGAUD, adjoint au chef du service du management de la connaissance et de l'appui aux projets, chargé du système d'information de la connaissance (SMCAP),
- Monsieur Stéphane DOUCHET, chef du service énergie construction logement et aménagement durable (SECLAD),

- Monsieur Philippe SURVILLE, chef adjoint du service énergie, climat, logement et aménagement durable, chargé de l'intégration environnementale (SECLAD),
- Madame Amélie LACOGNE, adjointe au chef du service énergie, climat, logement et aménagement durable, chargée de la transition énergétique et de la croissance verte (SECLAD),
- Madame Olga LEFEVRE-PESTEL, responsable du service ressources naturelles (SRN),
- 'Madame Marie ABADIE, cheffe du service risques (SRI),
- Monsieur Olivier LAGNEAUX, chef adjoint du service risques, chargé de la TECV-ICPE (SRI),
- Madame Hélène MACH, cheffe du service sécurité des transports et des véhicules (SSTV),
- Monsieur Frédéric DECHAMPS, adjoint à la cheffe de service, chef du bureau homologation et contrôle des véhicules (SSTV),
- Madame Karine GONCALVES, cheffe du service mobilités et infrastructures (SMI),
- Madame Hélène REGNOUARD, adjointe à la cheffe du service mobilité et infrastructures, responsable de la division maîtrise d'ouvrage des projets routiers (SMI),
- Madame Astrid ERENATI adjointe à la cheffe du service mobilité et Infrastructures, responsable de la division multimodalités (SMI),
- Monsieur Christophe HUART, chef de l'unité départementale Rouen-Dieppe (UDRD),
- Monsieur Bruno CHARPENTIER, coordinateur de l'équipe risques, adjoint au chef de l'unité départementale Rouen Dieppe (UDRD,
- Madame Nadia ABIDA, coordinatrice de l'équipe territoriale de l'unité départementale Rouen Dieppe (UDRD,
- Monsieur Stéphane MICHEL, chef de l'unité départementale du Havre (UDLH),
- Madame Nathalie VISTE, adjointe au chef de l'unité départementale du Havre, coordonnatrice de l'équipe raffinage et pétrochimie (UDLH) ,
- Monsieur Sébastien POTTE, adjoint au chef de l'unité départementale du Havre, coordinateurde l'équipe territoriale
- Monsieur Julien VILCOT, chef de l'unité bidépartementale Eure-Orne (UBDEO),
- Monsieur Frédérick POULEAU, chef délégué l'unité bidépartementale Eure-Orne (UBDEO),
- Madame Sandrine ESTIENNE, adjointe aux chefs de l'unité bidépartementale Eure-Orne, coordonnatrice carrières déchets (UBDEO,
- Monsieur Aurélien DURAND, adjoint aux chefs de l'unité bidépartementale Eure-Orne, coordonnateur de l'équipe risques chroniques
- Monsieur Laurent PALIX, chef de l'unité bidépartementale Calvados-Manche (UBDCM),
- Madame BOUTTEN-GODARD, cheffe déléguée de l'unité bidépartementale Calvados-Manche (UBDCM),
- Monsieur Bertrand CAGNEAUX, adjoint aux chefs de l'unité bidépartementale Calvados-Manche, coordonnateur déchets site et sols pollués (UBDCM),
- Monsieur Jocelyn LEVAVASSEUR, adjoint aux chefs de l'unité bidépartementale Calvados-Manche, coordonnateur risques accidentels et sous-sols (UBDCM),
- Monsieur Arnaud PICHONNEAU, adjoint aux chefs de l'unité bidépartementale Calvados-Manche, coordonnateur risques chroniques et aspects territoriaux (UBDCM)

Article 4 : Subdélégation aux responsables de bureau, de pôle et d'unité et à leurs adjoints

Subdélégation de signature est donnée, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions correspondant aux points suivants pour les agents de leur bureau ou de leur pôle:

- les congés annuels et administratifs

à:

- · Madame Anne MACHEFERT, responsable du pôle d'appui au pilotage régional (Cabinet),
- Madame Sandrine LEDUC, cheffe du pôle d'appui au pilotage interne (Cabinet),
- Madame Christine FLEURY, chargée de mission à enjeux transversaux (SG),
- Madame Sandrine GARRIC, cheffe du bureau des ressources humaines (SG)
- Madame Nathalie CREPY, adjolinte à la cheffe du bureau des ressources humaines (SG),
- Madame Catherine JAMIN, cheffe du bureau des finances et des marchés publics (SG),
- · Monsieur Johan BLIN, adjoint à la cheffe du bureau des finances et des marchés publics (SG),
- Monsieur Hervé RUAT, chef du bureau de la logistique et de l'immobilier (SG),
- Monsieur Arnaud MALET, adjoint au chef du bureau de la logistique et de l'immobilier, responsable du pôle logistique et finances (SG),
- Monsieur Olivier AMIOT, responsable de l'antenne de Caen du bureau de la logistique et de l'immobilier (SG),
- · Monsieur Thierry RÉZEAU, chef du bureau des technologies de l'information (SG),
- Monsieur Sylvio CASSETTO, chef adjoint du bureau des technologies de l'information, en charge de la sécurité et de la conservation des données (SG),
- · Monsieur Jérôme POTEL, chef du bureau de l'information géographique (SMCAP),
- · Monsieur Bruno DARDAILLON, chef du bureau de l'observation et des statistiques (SMCAP),
- Madame Karine CARPENTIER-HAUGMARD, cheffe du bureau des archives et de la documentation (SMCAP),
- Monsieur François PESTEL, chef du bureau logement et construction (SECLAD),
- Madame Marie MOIROT-LEMAIRE, cheffe de l'unité logement (SECLAD),
- · Monsieur Philippe GARRIC, chef de l'unité habitat privé (SECLAD),
- Madame Carole LENGRAND, cheffe du bureau de l'aménagement et du développement durable (SECLAD),
- Monsieur Cyril GACHIGNAT, chef du bureau climat, air énergie (SECLAD),
- Monsieur Christophe MOINIER, chef de l'unité sites de Rouen (SECLAD),
- Monsieur Christian LE NORMAND, responsable du pôle budgétaire et financier (SECLAD),
- Monsieur David ROMIEUX, chef du pôle évaluation environnementale (SECLAD),
- Monsieur Frédéric BIZON, chef du bureau de l'eau et des milieux aquatiques (SRN),
- Madame Véronique FEENY-FEREOL, adjointe au chef du bureau de l'eau et des milieux aquatiques (SRN),

- Monsieur Stéphane PINEY, chef du bureau de l'hydrologie, de l'hydrométrie et de la prévision des crues (SRN),
- Monsieur Stéphane ECREPONT , responsable de l'unité hydrométrie hydrologie secteur est (SRN),
- Monsieur Gwen GLAZIOU, adjoint au responsable de l'unité hydrométrie, hydrologie et de la prévision des crues, responsable de l'unité hydrologie et hydrométrie secteur ouest (SRN),
- · Madame Marie MORIN, responsable de l'unité prévision des crues (SRN),
- · Monsieur Denis RUNGETTE, chef du bureau de la biodiversité et des espaces naturels (SRN),
- · Monsieur Florent CLET, responsable de l'unité connaissance animation et préservation (SRN),
- · Monsieur Denis SIVIGNY, responsable de l'unité accompagnement des plans et projets (SRN),
- Monsieur Laurent DUMONT, chef du pôle mer et littoral (SRN),
- · Madame Sandrine ROBBE, adjointe au chef du pôle mer et littoral (SRN),
- Madame Isabelle FREBOURG, responsable du bureau des risques technologiques accidentels, de l'unité sécurité industrielle et du pôle ESP Ouest (SRI),
- Monsieur Fabien GILLERON, chef de l'unité risques accidentels (SRI)
- · Monsieur Fabrice GRINDEL, chef du bureau des risques technologiques chroniques (SRI),
- Monsieur Quentin CATHRIN-HAMELIN, chef adjoint du bureau des risques technologiques chroniques
- Monsieur Emmanuel GOUJON, chef de l'unité sites et sols pollués, santé, mission reconversion industrielle (SRI),
- Madame Nathalie DESRUELLES, cheffe du bureau des risques naturels (SRI),
- Monsieur Frederic DECHAMPS, chef du bureau homologation et contrôle des véhicules (SSTV),
- Monsieur Pierre GUERIF, chef du bureau gestion des entreprises de transport (SSTV);
- Monsieur Yvon QUÉDEC, chef de l'unité véhicules de Caen (SSTV),
- · Monsieur Geoffrey COULIER, chef du bureau contrôle des transports (SSTV),
- Monsieur Sylvain VANDERPLANCKE, responsable de l'unité de contrôle du Havre (SSTV),
- Monsieur Joel LIPUZCOA, chef de l'unité de contrôle de Rouen-Evreux (SSTV),
- Monsieur Pierre DEBAILLON, responsable du pôle projets portuaires et fluviaux (SMI),
- Monsieur Didier MENANT, responsable du pôle projets ferroviaires (SMI),
- Messieurs Jean-Luc ROLLAND, Vincent ROBERT, Théo LAUREC, Christophe LECLERCQ, Christophe KERVELLA, Anthony GRASSER et Louise BROISGROLLIER responsables de projets de développement du réseau routier national (SMI),
- Monsieur Alexandre AVEZOU, responsable du pôle gestion financière, procédures, méthodes (SMI),
- · Monsieur David MENARD, responsable de l'unité gestion financière (SMI),
- Madame Fabienne LAMBERT, adjointe au responsable de l'unité gestion financière (SMI),
- Monsieur Jean-Matthieu FARENC, responsable du pôle mobilités (SMI),
- Madame Laurence PONA, adjointe au responsable du pôle mobilités, chargé de mission bruit pour les infrastructures de transport terrestre (SMI).

Article 5: Abrogation

Toutes les dispositions antérieures portant sur le même objet sont abrogées.

Article 6: Publication

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

La présente décision prendra effet et sera opposable aux tiers le 1er décembre 2023

A Rouen, le /2 8 NC 1 000

Pour le préfet de la région Normandie et par délégation,

Le directeur régional de l'environnement,

de l'aménagement et du logement de Normandie

Olivier MORZELLE

<u>Voies et délais de recours</u> : Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ANNEXES à l'arrêté préfectoral N° SGAR / 23-039 portant délégation de signature en matière de gestion du personnel concernant les agents affectés à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)

Annexe I

A - Liste des corps et emplois fonctionnels concernés

La liste complète des corps et emplois fonctionnels concernés figure en annexe 1-a de l'arrêté du 29 décembre 2016 susvisé ainsi qu'en annexe I-A de l'arrêté du 26 décembre 2019 susvisé dont ci-dessous un extrait non exhaustif.

- 1°) <u>Corps de fonctionnaires concernés</u> (y compris les agents en position normale d'activité à la DREAL Normandie)
- administrateurs civils;
- architectes et urbanistes de l'Etat;
- attachés de l'administration de l'Etat ;
- chargés d'études documentaires ;
- conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat;
- infirmiers de catégorie A des administrations de l'Etat ;
- ingénieurs des travaux publics de l'Etat ;
- officiers de port ;
- assistants de service social des administrations de l'Etat;
- infirmiers des services médicaux de l'Etat ;
- officiers de port adjoint ;
- techniciens de l'environnement ;
- secrétaires d'administration et de contrôle du développement durable ;
- techniciens supérieurs du développement durable ;
- adjoints administratifs des administrations de l'État;
- adjoints techniques des administrations de l'Etat;
- agents techniques de l'environnement ;
- experts techniques des services techniques ;
- syndics des gens de mer ;
- dessinateurs de l'équipement ;
- ingénieurs de l'industrie et des mines ;
- ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement ;
- techniciens supérieurs de l'économie et de l'industrie ;
- techniciens supérieurs du ministère chargé de l'agriculture ;
- secrétaires administratifs relevant des ministères chargés de l'économie et du budget ;
- secrétaires administratifs relevant du ministère chargé de l'agriculture.
- 2°) <u>Liste des emplois fonctionnels</u> (y compris les agents en position normale d'activité à la DREAL Normandie)
- conseillers d'administration de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables ;
- inspecteurs techniques de l'action sociale des administrations de l'Etat;

8/14

- ingénieurs en chef des travaux publics de l'Etat du premier groupe et du deuxième groupe ;
- Chefs de mission de l'agriculture et de l'environnement ;
- Chefs de mission dans les ministères chargés de l'économie, de l'industrie, de l'emploi, du budget et des comptes publics.

Ainsi que tous les corps et emplois fonctionnels non listés ci-dessus mais figurant en annexe des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 précités auxquels pourrait appartenir un agent affecté en DREAL Normandie.

B - Liste des décisions de gestion déléguées

- 1°) <u>En application de l'article 1er de l'arrêté du 29 décembre 2016 susvisé, les décisions individuelles relatives :</u>
- 1° Au congé annuel et à l'attribution de jours de réduction du temps de travail ;
- 2° Aux congés de maternité ou pour adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;
- 3° Au congé de maladie ;
- 4° Au congé de longue maladie ;
- 5° Au congé de longue durée ;
- 6° Au congé de formation professionnelle ;
- 7° Au congé pour validation des acquis de l'expérience ;
- 8° Au congé pour bilan de compétences ;
- 9° Au congé pour formation syndicale ;
- 10° Au congé pour formation en matière d'hygiène et de sécurité pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- 11° Au congé pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives de plein air ;
- 12° Au congé de solidarité familiale ;
- 13° Au congé de représentation d'une association ou d'une mutuelle ;
- 14° Au congé de présence parentale ;
- 15° Au congé parental;
- 16° Aux congés prévus aux titres IV et V du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;
- 17° A la réintégration, après les congés mentionnés au 1° à 16°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer;
- 18° Au congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve civile de la police nationale ;
- 19° Aux autorisations d'absence pour suivre des formations continues et formations de préparation aux examens et aux concours administratifs ;
- 20° A l'utilisation des congés accumulés sur un compte épargne-temps ;
- 21° A l'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel y compris pour raison thérapeutique, et au retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;
- 22° A l'attribution des droits ouverts au titre du droit individuel à la formation ;
- 23° A l'autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;
- 24° Aux disponibilités de droit ;
- 25° Aux disponibilités d'office ;
- 26° A l'affectation à un poste de travail au sein du même département ministériel qui n'entraîne ni

changement de résidence administrative, ni modification de la situation de l'agent notamment au regard des fonctions ;

27° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents de service, à l'exception de ceux survenus aux chefs des services déconcentrés ;

28° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par les dispositions du chapitre ler du décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 modifié relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat :

29° A l'établissement et la signature des cartes d'identités de fonctionnaires et des cartes professionnelles, à l'exception de celles concernant les emplois régis par l'article 1 er du décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 modifié relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ; 30° Aux sanctions disciplinaires du premier groupe.

- 2°) <u>En application de l'article 9 de l'arrêté du 29 décembre 2016 susvisé, les décisions individuelles relatives :</u>
- 1° Aux autorisations spéciales d'absence accordées aux représentants des organisations syndicales en application de l'article 13 du décret du 28 mai 1982 susvisé ;
- 2º Au congé bonifié;
- 3° Au recrutement de travailleurs handicapés en application du décret du 25 août 1995 susvisé, pour le corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat.
- 3°) <u>En application de l'article 2 de l'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité, les décisions de gestion suivantes :</u>
- 1º Gestion des jours de réduction de temps de travail
- 2° Ouverture, fermeture et gestion du compte-épargne temps ;
- 3° Gestion du compte personnel de formation et décisions relatives aux périodes de professionnalisation
- 4° Autorisations d'absence ;
- 5° Aménagements et facilités d'horaires ;
- 6° Congé pour invalidité temporaire imputable au service au titre de l'article 21 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 susvisée ;
- 7° Mise à disposition de plein droit et détachement sans limitation de durée prévus respectivement en application des articles 105 et 109 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales et par les articles 7 et 8 de la loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers ;
- 8° Décision de suspension de fonctions en cas de faute grave et maintien de la suspension en cas de poursuites pénales, à l'exception du corps des administrateurs civils ;
- 9° Congé de formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse, des responsables associatifs bénévoles, des titulaires de mandats mutualistes autres qu'administrateurs et des membres de conseils citoyens ;
- 10° Réintégration, après les congés mentionnés aux 6° et 9°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer.

Annexe II - Les agents contractuels

A - Liste des agents contractuels

- Agents contractuels de droit public relevant du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.
- Agents régis par le décret n° 46-1507 du 18 juin 1946 modifié fixant le statut des auxiliaires recrutés sur contrat par le ministère des travaux publics et des transports pour le service des ponts et chaussées.

B - Liste des décisions de gestion déléguées

- 1°) <u>En application de l'article 2 de l'arrêté du 29 décembre 2016 susvisé, les décisions individuelles relatives :</u>
- 1° Au congé annuel et à l'attribution de jours de réduction du temps de travail ;
- 2° Au congé pour formation syndicale ;
- 3° Au congé pour formation en matière d'hygiène et de sécurité pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- 4° Au congé pour formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse ;
- 5° Au congé de formation professionnelle ;
- 6° Au congé de représentation ;
- 7° Au congé de maladie ;
- 8° Au congé de grave maladie ;
- 9° Aux congés de maternité ou d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;
- 10° Aux congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles prévus au titre V du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;
- 11° Au congé pour validation des acquis de l'expérience ;
- 12° Au congé pour bilan de compétences ;
- 13° Au congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve civile de la police nationale ; 14° Aux autorisations d'absence pour suivre des formations continues et formation de préparation aux examens et aux concours administratifs :
- 15° A l'attribution des droits ouverts au titre du droit individuel à la formation ;
- 16° A l'autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;
- 17° A l'utilisation des congés accumulés sur un compte épargne-temps ;
- 18° A l'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel, y compris pour raison thérapeutique, et au retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;
- 19° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents du travail;
- 20° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par les dispositions du chapitre ler du décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 modifié relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat;
- 21° A l'avertissement et au blâme.

- 2°) <u>En application de l'article 10 de l'arrêté du 29 décembre 2016 susvisé,</u> sont déléguées les autorisations d'absence prévues par l'article 13 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique.
- 3°) <u>En application du II de l'article 4 de l'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité, les décisions de gestion suivantes :</u>
- 1º Suspension de fonctions en cas de faute grave et maintien de la suspension en cas de poursuites pénales :
- 2° Congé de formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse, des responsables associatifs bénévoles, des titulaires de mandats mutualistes autres qu'administrateurs et des membres de conseils citoyens ;
- 3º Gestion des jours de réduction du temps de travail;
- 4º Autorisations d'absence;
- 5° Gestion du compte personnel de formation et décisions relatives aux périodes de professionnalisation
- 6° Ouverture, fermeture et gestion du compte-épargne temps ;
- 7° Aménagements et facilités d'horaires ;
- 8° Réemploi, après les congés mentionnés au 2°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer.
- 4°) <u>En application du IV de l'article 4 de l'arrêté du 26 décembre 2019 précité</u>, sont déléguées pour les agents contractuels relevant des articles 6 quater et 6 sexies de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, l'ensemble des décisions ne nécessitant pas l'avis préalable d'une commission consultative paritaire et qui ne relèvent pas des décisions déléguées au 3°) ci-dessus, ni de l'arrêté du 29 décembre 2016.

Annexe III- Fonctionnaires du corps des adjoints administratifs titulaires des administrations de l'Etat relevant du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires

En application de l'article 2 de l'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État, les décisions de recrutement et de gestion suivantes sont déléguées, en sus des décisions déléguées par l'arrêté du 29 décembre 2016.

Liste des décisions de recrutement et de gestion déléguées :

- 1° Décisions de gestion des jours de réduction du temps de travail ;
- 2° Décisions relatives à l'aménagement et aux facilités d'horaires ;
- 3º Décisions d'autorisation d'absence ;
- 4° Décisions d'ouverture, de fermeture et de gestion du compte épargne-temps ;
- 5° Décisions de gestion du compte personnel de formation et décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;
- 6° Nomination en qualité de stagiaire ;
- 7° Décisions de report, de prorogation et de prolongation de stage ;
- 8° Décisions de titularisation ou de refus de titularisation ;
- 9° Nomination en qualité de titulaire ;
- 10° Décisions liées aux opérations de recrutement ;
- 11° Décisions :
- a) D'affectation en position d'activité;
- b) D'accueil en détachement et d'intégration après détachement autres que celles nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres ;
- c) D'intégration directe;
- d) De détachement ;
- e) De détachement par nécessité de service (stagiaires) ;
- f) De mise en disponibilité pour études et recherches présentant un intérêt général ;
- g) De mise en disponibilité pour convenances personnelles ;
- h) De mise en disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise ;
- i) De réintégration après détachement et disponibilité;
- 12° Décisions d'avancement :
- a) Avancement d'échelon;
- b) Nomination au grade supérieur après inscription sur le tableau d'avancement ;
- 13° Décisions de mutation qui :
- a) Entraînent un changement de résidence administrative ;
- b) Modifient la situation de l'agent ;
- 14° Sanctions disciplinaires du deuxième au quatrième groupe ;
- 15° Décisions de cessation définitive de fonctions :
- a) Admission à la retraite;
- b) Acceptation ou refus de la démission ;
- c) Licenciement pour insuffisance professionnelle ou pour inaptitude physique;
- d) Radiation des cadres pour abandon de poste ou perte de la qualité de fonctionnaire ;
- 16° Décision de reclassement pour inaptitude à l'exercice des fonctions ;
- 17° Décision de maintien en activité au-delà de la limite d'âge ;
- 18° Décisions relatives au congé pour invalidité temporaire imputable au service ;
- 19° Décisions relatives à la mise à disposition de plein droit et détachement sans limitation de durée

13/14

prévus respectivement en application des articles <u>105</u> et <u>109</u> de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 et par les articles 7 et 8 de la loi n° 2009-129 du 26 octobre 2009 ;

20° Décision de suspension de fonctions en cas de faute grave et maintien de la suspension en cas de poursuites pénales ;

21° Décisions relatives au congé de formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse, des responsables associatifs bénévoles, des titulaires de mandats mutualistes autres qu'administrateurs et des membres de conseils citoyens.

Annexe IV

En application du II de l'article 5 de l'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité, sont déléguées les opérations de recrutement des secrétaires d'administration et de contrôle du développement durable relevant de la spécialité administration générale.

Liste des décisions relatives aux opérations de recrutement déléguées :

- 1º Nomination des jurys;
- 2º Examens des dossiers de candidatures ;
- 3º Etablissement de la liste des candidats admis à concourir;
- 4º Organisation et déroulement des épreuves d'admissibilité;
- 5° Organisation de la réunion d'admissibilité ;
- 6° Organisation et déroulement des épreuves d'admission ;
- 7° Organisation de la réunion d'admission;
- 8º Nomination des lauréats;
- 9° Travaux préparatoires à l'affectation.

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

R28-2023-11-28-00006

Décision n°2023-122- Subdélégation de signature de gestion du personnel - agents affectés en DDI



Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

DÉCISION N°2023-122

Objet : Subdélégation de signature en matière de gestion du personnel concernant les agents affectés en directions départementales interministérielles et de statut MTECT

Vu:

- La partie législative du code général de la fonction publique ;
- Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
- L'arrêté du 31 mars 2011 modifié portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles;
- L'arrêté de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 21 octobre 2019 portant nomination de monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;
- L'arrêté de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 15 juin 2020 nommant monsieur David WITT, directeur régional adjoint de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;
- L'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de la ministre de la transition énergétique en date du 12 juillet 2022 nommant madame Sandrine PIVARD, directrice régionale adjointe de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;
- L'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de la ministre de la transition énergétique en date du 17 octobre 2022 nommant monsieur Pascal HENRY, directeur régional adjoint de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Normandie;



1 rue Recteur Daure CS 60040 - 14006 CAEN cedex 1 Tél 02 50 01 83 00 – Fax 02 50 01 85 90

- L'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité;
- L'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État;
- L'arrêté préfectoral n°SGAR 22-127 du 22 décembre 2022 portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie;
- L'arrêté préfectoral n°SGAR 23-040 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature du préfet de région à monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement en matière de gestion du personnel des agents relevant du ministère de la transition écologique affectés dans les directions départementales interministérielles

DÉCIDE

Article 1er:;

Sans préjudice des décisions déléguées par l'arrêté du 31 mars 2011 modifié aux préfets de département, subdélégation de signature est donnée à monsieur David WIT jusqu'au 17 décembre 2023, madame Sandrine PIVARD et monsieur Pascal HENRY, directeurs régionaux adjoints ainsi qu'à monsieur Jocelyn DUBUC et mesdames Audrey LE DAUPHIN et Cécile FERNANDES du pôle support intégré de la gestion administrative et de la paye (PSI-GAP), à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- pour les fonctionnaires des corps et des emplois fonctionnels mentionnés à l'annexe I-A, les décisions listées l'annexe I-B,
- pour les agents contractuels mentionnés à l'annexe II-A, les décisions listées à l'annexe II-B,
- pour les fonctionnaires du corps des adjoints administratifs de l'État, les décisions listées en annexe III,
- pour les fonctionnaires des corps des secrétaires d'administration et de contrôle du développement durable et des techniciens supérieurs du développement durable, les décisions relatives aux avancements d'échelon,
- pour les fonctionnaires du corps des secrétaires d'administration et de contrôle du développement durable relevant de la spécialité administration générale, les décisions relatives aux opérations de recrutement listées en annexe IV.

Article 2: Abrogation

Toutes les dispositions antérieures portant sur le même objet sont abrogées.

Article 3: Publication

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie. La présente décision prend effet et est opposable aux tiers le lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs.

A Rouen, le 2 8 NOV. 2023

Pour le préfet de la région Normandie et par délégation, Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Olivier MORZELLE

<u>Voies et délais de recours</u>: Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ANNEXES à l'arrêté préfectoral N° SGAR / 23-040 portant délégation de signature en matière de gestion du personnel des agents affectés en directions départementales interministérielles de statut MTECT

Annexe I

Arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité (article 3)

A-Liste des corps de fonctionnaires et des emplois fonctionnels

1º Liste des corps :

- inspecteurs généraux et inspecteurs de l'administration et du développement durable ;
- administrateurs civils ;
- architectes et urbanistes de l'Etat;
- attachés d'administration de l'Etat;
- chargés d'études documentaires ;
- chargés de recherche du développement durable ;
- conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat;
- directeurs de recherche du développement durable ;
- infirmiers de catégorie A des administrations de l'Etat;
- ingénieurs des travaux publics de l'Etat ;
- officiers de port ;
- professeurs techniques de l'enseignement maritime ;
- assistants de service social des administrations de l'Etat;
- infirmiers des services médicaux de l'Etat;
- officiers de port adjoint ;
- techniciens de l'environnement ;
- secrétaires d'administration et de contrôle du développement durable ;
- techniciens supérieurs du développement durable ;
- adjoints techniques des administrations de l'Etat;
- agents techniques de l'environnement ;
- experts techniques des services techniques ;
- syndics des gens de mer ;
- dessinateurs de l'équipement ;

2° Liste des emplois fonctionnels :

- conseillers d'administration de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables ;
- inspecteurs techniques de l'action sociale des administrations de l'Etat;
- ingénieurs en chef des travaux publics de l'Etat du premier groupe et du deuxième groupe ;
- agents principaux des services techniques ;
- chefs de service intérieur ;
- responsables de capitainerie.

B - Liste des décisions de gestion déléguées

- 1º Gestion des jours de réduction du temps de travail;
- 2° Congé d'accueil de l'enfant;

4/9

- 3° Congé de formation professionnelle;
- 4° Congé pour validation des acquis de l'expérience ;
- 5° Congé pour bilan de compétences ;
- 6° Congé pour formation syndicale;
- 7° Congé pour formation en matière d'hygiène et de sécurité pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- 8° Congé pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives de plein air ;
- 9° Congé de solidarité familiale ;
- 10° Congé de représentation d'une association ou d'une mutuelle au titre du 10° de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée ;
- 11° Congé de présence parentale;
- 12° Congé parental;
- 13° Réintégration, après les congés mentionnés au 1° à 12°, 22° et 25°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer;
- 14° Congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale;
- 15° Autorisations d'absence relatives à l'exercice du droit syndical;
- 16° Ouverture, fermeture et gestion d'un compte épargne-temps;
- 17° Gestion du compte personnel de formation et décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;
- 18° Autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;
- 19° Disponibilités de droit;
- 20° Disponibilités d'office;
- 21° Affectation à un poste de travail au sein du même département ministériel qui n'entraîne ni changement de résidence administrative, ni modification de la situation de l'agent notamment au regard des fonctions ;
- 22° Congé pour invalidité temporaire imputable au service au titre de l'article 21 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 susvisée ;
- 23° Mise à disposition de plein droit et détachement sans limitation de durée prévus respectivement en application des articles 105 et 109 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales et par les articles 7 et 8 de la loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers ;
- 24° Décision de suspension de fonctions en cas de faute grave et maintien de la suspension en cas de poursuites pénales, à l'exception du corps des administrateurs civils ;
- 25° Congé de formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse, des responsables associatifs bénévoles, des titulaires de mandats mutualistes autres qu'administrateurs et des membres de conseils citoyens ;
- 26° Aménagements et facilités d'horaires.

Annexe II - Les agents contractuels

Arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité (article 4)

A - Liste des catégories de personnels non titulaires

- Agents contractuels de droit public relevant du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;
- Agents régis par le décret n° 46-1507 du 18 juin 1946 modifié fixant le statut des auxiliaires recrutés sur contrat par le ministère des travaux publics et des transports pour le service des ponts et chaussées.

B - Liste des décisions de gestion déléguées

- 1° Gestion des jours de réduction du temps de travail;
- 2° Congé d'accueil de l'enfant ;
- 3° Congé de formation professionnelle;
- 4° Congé pour validation des acquis de l'expérience ;
- 5° Congé pour bilan de compétences ;
- 6° Congé pour formation syndicale;
- 7° Congé pour formation en matière d'hygiène et de sécurité pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- 8° Congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles prévus au titre V du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;
- 9° Congé de représentation au titre de l'article 11 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 susvisé ; 10° Réemploi, après les congés mentionnés aux 1° à 9°, 11° et 17°, dans les mêmes services, sans
- changement de département ou de collectivité d'outre-mer ; 11° Congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité
- dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve civile de la police nationale;
- 12° Autorisations d'absence relatives à l'exercice du droit syndical;
- 13° Ouverture, fermeture et gestion d'un compte épargne-temps;
- 14° Gestion du compte personnel de formation et décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;
- 15° Autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail;
- 16° Décision de suspension de fonctions en cas de faute grave et maintien de la suspension en cas de poursuites pénales ;
- 17° Congé de formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse, des responsables associatifs bénévoles, des titulaires de mandats mutualistes autres qu'administrateurs et des membres de conseils citoyens ;
- 18° Aménagements et facilités d'horaires.

C - Décisions ne nécessitant pas l'avis préalable d'une commission consultative paritaire

En application du IV de l'article 4 de l'arrêté du 26 décembre 2019 précité, sont également déléguées pour les agents contractuels relevant des articles 6 quater et 6 sexies de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, l'ensemble des décisions ne nécessitant pas l'avis préalable d'une commission consultative paritaire et qui ne relèvent pas des décisions déléguées au point B ci-dessus, ni de l'arrêté du 31 mars 2011 susvisé.

Annexe III - Corps des adjoints administratifs des administrations de l'État

Arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État (article 3)

Liste des décisions de recrutement et de gestion déléguées :

- 1º Gestion des jours de réduction du temps de travail;
- 2° Congé d'accueil de l'enfant;
- 3° Congé de formation professionnelle;
- 4° Congé pour validation des acquis de l'expérience ;
- 5° Congé pour bilan de compétences ;
- 6° Congé pour formation syndicale;
- 7° Congé pour formation en matière d'hygiène et de sécurité pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- 8° Congé pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives de plein air ;
- 9° Congé de solidarité familiale;
- 10° Congé de représentation d'une association ou d'une mutuelle au titre du 10° de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée ;
- 11° Congé de présence parentale;
- 12° Congé parental;
- 13° Réintégration, après les congés mentionnés au 1° à 12°, et 26°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer;
- 14° Congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;
- 15° Autorisations d'absence relatives à l'exercice du droit syndical;
- 16° Ouverture, fermeture et gestion d'un compte épargne-temps;
- 17° Gestion du compte personnel de formation et décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;
- 18° Autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;
- 19° Disponibilités de droit ;
- 20° Disponibilités d'office;
- 21° Affectation à un poste de travail au sein du même département ministériel qui n'entraîne ni changement de résidence administrative, ni modification de la situation de l'agent notamment au regard des fonctions ;
- 22° Congé pour invalidité temporaire imputable au service ;

- 23° Mise à disposition de plein droit et détachement sans limitation de durée prévus respectivement en application des articles 105 et 109 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales et par les articles 7 et 8 de la loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers ;
- 24° Suspension de fonctions en cas de faute grave et maintien de la suspension en cas de poursuites pénales ;
- 25° Aménagement et facilités d'horaires ;
- 26° Congé de formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse, des responsables associatifs bénévoles, des titulaires de mandats mutualistes autres qu'administrateurs et des membres de conseils citoyens ;
- 27° Recrutement de travailleurs handicapés en application du décret du 25 août 1995 susvisé, pour le corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;
- 28° Nomination en qualité de stagiaire ;
- 29° Décisions de report, de prorogation et de prolongation de stage ;
- 30° Décisions de titularisation ou de refus de titularisation ;
- 31° Nomination en qualité de titulaire;
- 32° Décisions liées aux opérations de recrutement ;
- 33° Décisions:
- a) D'affectation en position d'activité;
- b) D'accueil en détachement et d'intégration après détachement autres que celles nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres ;
- c) D'intégration directe;
- d) De détachement;
- e) De détachement par nécessité de service ;
- f) De mise en disponibilité pour études et recherches présentant un intérêt général;
- g) De mise en disponibilité pour convenances personnelles ;
- h) De mise en disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise ;
- i) De réintégration après détachement et disponibilité;
- 34° Décisions d'avancement :
- a) Avancement d'échelon;
- b) Nomination au grade supérieur après inscription sur le tableau d'avancement ;
- 35° Décisions de mutation qui :
- a) Entraînent un changement de résidence administrative ;
- b) Modifient la situation de l'agent;
- 36° Sanctions disciplinaires du deuxième au quatrième groupe ;
- 37° Décisions de cessation définitive de fonctions :
- a) Admission à la retraite;
- b) Acceptation ou refus de la démission ;
- c) Licenciement pour insuffisance professionnelle ou pour inaptitude physique;
- d) Radiation des cadres pour abandon de poste ou perte de la qualité de fonctionnaire ;
- 38° Décision de reclassement pour inaptitude à l'exercice des fonctions ;
- 39° Décision de maintien en activité au-delà de la limite d'âge.

Annexe IV

En application du II de l'article 5 de l'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité, sont déléguées les opérations de recrutement des secrétaires d'administration et de contrôle du développement durable relevant de la spécialité administration générale.

Liste des décisions relatives aux opérations de recrutement déléguées :

- 1° Nomination des jurys;
- 2° Examens des dossiers de candidatures ;
- 3° Etablissement de la liste des candidats admis à concourir ;
- 4° Organisation et déroulement des épreuves d'admissibilité;
- 5° Organisation de la réunion d'admissibilité;
- 6° Organisation et déroulement des épreuves d'admission ;
- 7° Organisation de la réunion d'admission;
- 8º Nomination des lauréats;
- 9° Travaux préparatoires à l'affectation.

R28-2023-11-27-00008

(2023-11-24)-CA-02- Budget rectificatif n°1 2023



Vu le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011 et n° 2018-777 du 7 septembre 2018,

Sur les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE BUDGET RECTIFICATIF N°1 2023

Article 1:

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

78 ETPT

76 972 000 € autorisation d'engagement dont :

- 6 746 400 € personnel
- 48 414 800 € fonctionnement
- 21 601 000 € intervention
- 209 800 € investissement

70 297 000 € de crédit de paiement dont :

- 6 746 400 € personnel
- 43 597 900 € fonctionnement
- 19 846 000 € intervention
- 106 700 € investissement

75 367 400 € de prévisions de recettes

5 070 400 € de solde budgétaire



Article 2:

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

7 170 400 € de variation de trésorerie

- 1 038 900€ de résultat patrimonial

780 800 d'insuffisance d'autofinancement

882 600 de prélèvement d'autofinancement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Le Président du Consèil d'Administration de l'E.P.F. Normandie,

Sébastien LECORNU

Délibération approuvée

A Rouen, le
PQEPréfet
et par uniégation
Le Secrétaires Général
Pour les Atfaires Régionales

Philippe LERAÎTRE

2 7 NOV. 2023

TABLEAU 1 Autorisations d'emplois Budget Rectificatif n°1 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	78
Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :	0

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emp

	PLAFON	D ORGANISME
	ЕТРТ	Dépenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL ($1+2+3+4$)	78	6 746 400
1 - TITULAIRES	0	0
* Titulaires État	0	0
* Titulaires organisme (corps propre)	0	0
2 - CONTRACTUELS	78	3 808 000
* Contractuels de droit public	6	417 000
- CDI		
- CDD		
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	6	417 000
* Contractuels de droit privé	72	3 391 000
- CDI	62	2 910 000
- CDD	10	481 000
3 - CONTRATS AIDES	0	0
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés)		2 938 400

^{*} Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et <u>décomptant le plafond des autorisations d'emplois</u> (Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

	REMUNERES PAR L'ORG	N DANS UNE AUTRE ENTITE, ANISME ET DECOMPTES DANS UTORISATION D'EMPLOIS		
	ETPT ** Dépenses de personnel			
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6)	0	0		
5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0		
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0		

^{**} Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et <u>ne décomptant pas dans le plafond</u> (Mise à disposition entrantes)

	REMUNERES PAR LUI ET	ON DANS L'ORGANISME NON I NON DECOMPTES DANS SON ORISATION D'EMPLOIS		
	ETPT *** Dépenses de fonctionnen			
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	0	0		
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0		
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0		

^{***} Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

Organismes soumis à la comptabilité budgétaire

TABLEAU 2 Autorisations Budgétaires Budget Rectificatif n°1 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	DEPENSES								F	RECETTES			
	Мог	ntants ex	écutés 2022		Montants Budget R	ectificatif n°1 2023		ectificatif et budget l 2023	Montants exécuté	s 2022	Montants Budget Rectificatif n°1 2023	Ecart Budget Rectificatif et budget Initial 2023	
	AE	AE BR	СР	CP BR	AE	СР	AE	СР	REC	REC	REC	REC	
Personnel	6 084 903	98%	6 070 086	98%	6 746 400	6 746 400	-	-	43 444 824	94%	54 751 300	2 159 300	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension	125 613		125 613		135 000	135 000	-	-	13 554 154	104%	13 000 000	-	TSE
Fonctionnement	36 664 035	93%	37 107 406	93%	48 414 800	43 597 900	3 461 100	308 800					
dont Action foncière	28 513 220	94%	28 468 594	94%	35 040 000	32 066 000	4 690 000	1 692 000	25 516 584	91%	36 105 000	1 815 000	Cessions foncières
dont gestion patrimoniale (**)	2 112 410	78%	2 507 422	80%	4 403 000	2 956 000	- 422 000	- 119 000	451 033	86%	296 200	11 200	Recettes locatives
dont études liées à l'Innovation et politiques prioritaires	99 912	95%	93 462	64%	160 000	60 000	60 000	- 76 000	346 841	61%	899 000	318 000	Participations en fonds propres
dont études flash	245 128	82%	352 877	93%	450 000	320 000	150 000	-	1 137 683	97%	2 003 000	357 000	Participations des partenaires
dont Etudes Fprh	919	92%	919	92%	-	-	-	-	1 697 205	82%	2 300 000	- 350 000	Remboursements
dont moyens généraux (**)	1 072 907	91%	1 096 276	94%	1 261 800	1 095 900	- 102 900	- 274 200	741 325	96%	148 100	8 100	Autres Recettes
dont participations	4 619 541	94%	4 587 857	93%	7 100 000	7 100 000	- 914 000	- 914 000					
dont participations pour le dispositif habitat transitoire	=		-		520 000	520 000	- 80 000	- 80 000					
dont reversement trop perçu de participation partenaires					1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000					
Investissements	154 034	86%	158 050	96%	209 800	106 700	- 162 200	- 165 300					
Intervention	13 566 787	88%	14 289 473	96%	21 601 000	19 846 000	541 000	- 2 143 000	15 670 042	122%	20 616 100	46 700	Recettes fléchées (*)
dont Activité friches	12 610 932	90%	13 180 855	96%	20 000 000	18 300 000	-	- 1 700 000	4 174 354	96%	5 201 000	- 1 631 400	Participations fonds propres fléché
dont observation foncière	556 537	65%	283 574	81%	431 000	648 000	321 000	- 191 000	11 303 094	141%	14 900 000	1 900 000	Participations des partenaires frich
dont études générales	399 319	78%	825 044	105%	1 170 000	898 000	220 000	- 252 000	192 594	40%	515 100	- 221 900	Participations observations foncièr
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	56 469 759	92%	57 625 014	94%	76 972 000	70 297 000	3 839 900	- 1 999 500	59 114 866	100%	75 367 400	2 206 000	TOTAL DES RECETTES (C)
OLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)			1 489 852			5 070 400		-	-		-		SOLDE BUDGETAIRE (défi

EPF Normandie - R28-2023-11-27-00008 - (2023-11-24)-CA-02- Budget rectificatif n°1 2023

80

^(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

(**) Les taxes foncières sur le patrimoine porté sont intégrées à la gestion patrimoniale (et ne figurent plus avec les moyens généraux)

TABLEAU 4 Tableau d'Equilibre Financier Budget Rectificatif n°1 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS								
	Montants exécutés 2022	Montants Budget Rectificatif n°1 2023	Ecarts entre le budget initial 2023 le budget rectificatif n°1 2023					
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	-	-	-					
dont Budget Principal	-	-	-					
dont Budget Annexe								
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements, consignations (b1)	2 804 274,00	2 000 000	2 000 000					
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)** - dont TVA	4 703 943,55	6 028 500	1 600 000					
Autres décaissements non budgétaires (e1)	584 926,62	500 000	- 2 000 000					
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	8 093 144,17	8 528 500	1 600 000					
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	2 913 812,25	7 170 400	7 105 500					
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	2 205 613	1 668 100	1 668 100					
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	708 199,00	5 502 300	5 167 800					
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	11 006 956,42	15 698 900	8 705 500					

	RESSOURCES								
Montants exécutés 2022	Montants Budget Rectificatif n°1 2023	Ecarts entre le budget initial 2023 le budget rectificatif n°1 2023							
1 489 851,95	5 070 400	4 205 500	Solde budgétaire (excédent) (D1)*						
1 489 851,95	5 070 400	4 205 500	dont Budget Principal						
			dont Budget Annexe						
229 137,50	600 000	600 000	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements , déconsignations (b2)						
5 901 563,28	6 028 500	2 400 000	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)** - dont TVA						
3 386 403,69	4 000 000	1 500 000	Autres encaissements non budgétaires (e2)						
11 006 956,42	15 698 900	8 705 500	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)						
-	-	-	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)						
-	-	- 269 600	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***						
-	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)						
11 006 956,42	15 698 900	8 705 500	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)						

^(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 6 Situation patrimoniale Budget Rectificatif n°1 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte financier 2022	Montants Budget Rectificatif n°1 2023	Ecarts entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial	PRODUITS	Compte financier 2022	Montants Budget Rectificatif n°1 2023	Ecarts entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial
Personnel	5 975 359,24	6 746 400	-	Subventions de l'Etat	99 245,00	-	
dont charges de pensions civiles*	135 411,58	135 000	-	Fiscalité affectée	13 554 154,00	13 000 000	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel	38 132 438,99	43 597 900	308 800	Autres produits	3 198 785,25	2 744 300	- 330 700
Variation de stock (sortie)	40 490 910,08	27 377 000	- 6 913 000	Cessions (comptabilisées)	40 187 644,92	25 200 000	- 9 090 000
-Variation de stock (entrée)	- 28 156 328,61	- 32 066 000	- 1 692 000	Variation de stock (entrée)			-
Intervention (le cas échéant)	14 126 837,86	19 846 000	- 2 143 000	Autres subventions	16 968 898,09	23 518 100	721 700
TOTAL DES CHARGES (1)	70 569 217,56	65 501 300	- 10 439 200	TOTAL DES PRODUITS (2)	74 008 727,26	64 462 400	- 8 699 000
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	3 439 509,70	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	1 038 900	- 1 740 200
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	74 008 727,26	65 501 300	- 10 439 200	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	74 008 727,26	65 501 300	- 10 439 200

^{*} il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte financier 2022	Montants Budget Rectificatif n°1 2023	Ecarts entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	3 439 509,70	- 1 038 900	1 740 200
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	457 102,40	264 000	79 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	55 775,00		-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			-
- produits de cession d'éléments d'actifs	4 900,00	5 900	5 900
 quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice 			-
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	3 835 937,10	- 780 800	1 813 300

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte financier 2022	Montants Budget Rectificatif n°1 2023	Ecarts entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial	RESSOURCES	Compte financier 2022	Montants Budget Rectificatif n°1 2023	Ecarts entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial
Insuffisance d'autofinancement	-	780 800	- 1 813 300	Capacité d'autofinancement	3 835 937,10		-
				Financement de l'actif par l'État			-
Investissements	3 138 183,81	106 700	- 165 300	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État			-
				Autres ressources	4 900,00	4 900	4 900
Remboursement des dettes financières	500 000,00	-	-	Augmentation des dettes financières			-
			-				-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	3 638 183,81	887 500	- 1 978 600	TOTAL DES RESSOURCES (6)	3 840 837,10	4 900	4 900
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	202 653,29	-	-	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-	882 600	- 1 983 500

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte financier 2022	Montants Budget Rectificatif n°1 2023	Ecarts entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	202 653,29	- 882 600	1 983 500
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	- 2 711 158,96	- 8 053 000	- 5 122 000
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	2 913 812,25	7 170 400	7 105 500
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	225 835 098,40	224 952 498	
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	186 883 375,20	178 830 375	
Niveau de la TRESORERIE	38 951 723,20	46 122 123	

^{*} Montant issu du tableau "Equilibre financier"

R28-2023-11-27-00007

(2023-11-24)-CA-03- Budget initial 2024



Vu le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011 et n° 2018-777 du 7 septembre 2018,

Sur les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE BUDGET INITIAL 2024

Article 1:

D'approuver les autorisations budgétaires suivantes :

79 ETPT

75 931 100 € autorisation d'engagement dont :

- 7 038 000 € personnel
- 47 016 100 € fonctionnement
- 21 458 000 € intervention
- 419 000 € investissement

72 856 850 € de crédit de paiement dont :

- 7 038 000 € personnel
- 44 625 700 € fonctionnement
- 20 747 000 € intervention
- 446 150 € investissement

74 341 500 € de prévisions de recettes

1 484 650 € de solde budgétaire



Article 2:

D'approuver les prévisions comptables suivantes :

2 884 650 € de variation de trésorerie

- 2 218 200 € de résultat patrimonial

1 970 200 € d'insuffisance d'autofinancement

-2 416 350 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Le Président du Conseil d'Administration de l'E.P.R. Normandie,

Sébastien LECORNU

Délibération approuvée
PoA Rouenélet
et pale préfet, ion
Le Secral Général
Pour les Affaires Régionales

2 7 NOV. 2023

TABLEAU 1 Autorisations d'emplois Budget Initial 2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	79
Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :	0

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emp

	PLAFOND ORGANISME			
	ЕТРТ	Dépenses de personnel *		
TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL ($1+2+3+4$)	79	7 038 000		
1 - TITULAIRES	0	0		
* Titulaires État	0	0		
* Titulaires organisme (corps propre)	0	0		
2 - CONTRACTUELS	79	3 972 600		
* Contractuels de droit public	5	436 000		
- CDI				
- CDD				
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	5	436 000		
* Contractuels de droit privé	74	3 536 600		
- CDI	70	3 419 600		
- CDD	4	117 000		
3 - CONTRATS AIDES	0	0		
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés…)		3 065 400		

^{*} Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et <u>décomptant le plafond des autorisations d'emplois</u> (Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS ETPT ** Dépenses de personnel **				
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6)	0	0			
5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME	0 0				
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME	0 0				

^{**} Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et <u>ne décomptant pas dans le plafond</u> (Mise à disposition entrantes)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS				
	ETPT *** Dépenses de foncti				
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	0	0			
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0			
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0			

^{***} Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

Organismes soumis à la comptabilité budgétaire

TABLEAU 2 Autorisations Budgétaires Budget Initial 2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES								RECETTES		
	Montants Budget Initial 2023 (voté lors du CA du 25/11/2022)		du CA du 25/11/2022) (proposition de BR 1 soumise au vote du Montants Budget Initial 2024		Montants Budget Initial 2023 (voté lors du CA du 25/11/2022)	Montants Budget Rectificatif n°1 2023 (proposition de BR 1 soumise au vote du CA du 24/11/2023)	Montants Budget Initial 2024			
	AE	СР	AE	СР	AE	СР	REC	REC	REC	
Personnel	6 746 400	6 746 400	6 746 400	6 746 400	7 038 000	7 038 000	52 592 000	54 751 300	53 900 500	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension	135 000	135 000	135 000	135 000	136 600	136 600	13 000 000	13 000 000	13 000 000	TSE
Fonctionnement	44 953 700	43 289 100	48 414 800	43 597 900	47 016 100	44 625 700				
dont Action foncière	30 350 000	30 374 000	35 040 000	32 066 000	35 350 000	32 350 000	34 290 000	36 105 000	34 500 000	Cessions foncières
dont gestion patrimoniale (**)	4 825 000	3 075 000	4 403 000	2 956 000	2 460 000	2 860 000	285 000	296 200	301 500	Recettes locatives
dont études liées à l'Innovation et politiques prioritaires	100 000	136 000	160 000	60 000	5 000	203 000	581 000	899 000	1 302 000	Participations en fonds propres
dont études flash	300 000	320 000	450 000	320 000	320 000	320 000	1 646 000	2 003 000	2 347 000	Participations des partenaires
dont Etudes Fprh	-	-	-	-	-	-	2 650 000	2 300 000	2 300 000	Remboursements
dont moyens généraux (**)	1 364 700	1 370 100	1 261 800	1 095 900	1 328 100	1 339 700	140 000	148 100	150 000	Autres Recettes
dont participations	8 014 000	8 014 000	7 100 000	7 100 000	7 553 000	7 553 000				
dont participations pour le dispositif habitat transitoire	600 000	600 000	520 000	520 000	500 000	500 000				
Investissements	372 000	272 000	209 800	106 700	419 000	446 150				
Intervention	21 060 000	21 989 000	21 601 000	19 846 000	21 458 000	20 747 000	20 569 400	20 616 100	20 441 000	Recettes fléchées (*)
dont Activité friches	20 000 000	20 000 000	20 000 000	18 300 000	20 000 000	19 000 000	6 832 400	5 201 000	6 251 000	Participations fonds propres fléchés
dont observation foncière	110 000	839 000	431 000	648 000	358 000	596 000	13 000 000	14 900 000	13 700 000	Participations des partenaires friches
dont études générales	950 000	1 150 000	1 170 000	898 000	1 100 000	1 151 000	737 000	515 100	490 000	Participations observations foncières
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	73 132 100	72 296 500	76 972 000	70 297 000	75 931 100	72 856 850	73 161 400	75 367 400	74 341 500	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		864 900		5 070 400		1 484 650	-	-	-	SOLDE BUDGETAIRE (défici

^(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

EPF Normandie - R28-2023-11-27-00007 - (2023-11-24)-CA-03- Budget initial 2024

^(**) Les taxes foncières sur le patrimoine porté sont intégrées à la gestion patrimoniale (et ne figurent plus avec les moyens généraux)

TABLEAU 4 Tableau d'Equilibre Financier Budget Initial 2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS								
	Montants Budget Initial 2023 (voté Iors du CA du 25/11/2022)	Montants Budget Rectificatif n°1 2023 (proposition de BR 1 soumise au vote du CA du 24/11/2023)	Montants Budget Initial 2024					
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	-	-	-					
dont Budget Principal	-	-	-					
dont Budget Annexe								
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements, consignations (b1)	-	2 000 000	500 000					
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)** - dont TVA	4 428 500	6 028 500	4 228 500					
Autres décaissements non budgétaires (e1)	2 500 000	500 000	1 700 000					
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	6 928 500	8 528 500	6 428 500					
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	64 900	7 170 400	2 884 650					
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	-	1 668 100	845 000					
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	334 500	5 502 300	2 039 650					
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	6 993 400	15 698 900	9 313 150					

Montants Budget Initial 2023 (voté lors du CA du 25/11/2022)	Montants Budget Rectificatif n°1 2023 (proposition de BR 1 soumise au vote du CA du 24/11/2023)	Montants Budget Initial 2024	
864 900	5 070 400	1 484 650	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
864 900	5 070 400	1 484 650	dont Budget Principal
			dont Budget Annexe
	600 000	900 000	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements , déconsignations (b2)
3 628 500	6 028 500	3 528 500	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)** - dont TVA
2 500 000	4 000 000	3 400 000	Autres encaissements non budgétaires (e2)
6 993 400	15 698 900	9 313 150	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
-		-	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
269 600	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
-	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
6 993 400	15 698 900	9 313 150	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

88 EPF Normandie - R28-2023-11-27-00007 - (2023-11-24)-CA-03- Budget initial 2024

^(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants Budget Initial 2023 (voté lors du CA du 25/11/2022)	Montants Budget Rectificatif n°1 2023 (proposition de BR 1 soumise au vote du CA du 24/11/2023)	Montants Budget Initial 2024	PRODUITS	Montants Budget Initial 2023 (voté lors du CA du 25/11/2022)	Montants Budget Rectificatif n°1 2023 (proposition de BR 1 soumise au vote du CA du 24/11/2023)	Montants Budget Initial 2024
Personnel	,	6 746 400	7 038 000	Subventions de l'Etat	-	-	-
dont charges de pensions civiles*	135 000	135 000	136 600	Fiscalité affectée	13 000 000	13 000 000	13 000 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	43 289 100	43 597 900	44 625 700	Autres produits	3 075 000	2 744 300	2 751 500
Variation de stock (sortie)	34 290 000	27 377 000	30 794 000	Cessions (comptabilisées)	34 290 000	25 200 000	28 795 000
-Variation de stock (entrée)	- 30 374 000	- 32 066 000	- 32 350 000	Variation de stock (entrée)			
Intervention (le cas échéant)	21 989 000	19 846 000	20 747 000	Autres subventions	22 796 400	23 518 100	24 090 000
TOTAL DES CHARGES (1)	75 940 500	65 501 300	70 854 700	TOTAL DES PRODUITS (2)	73 161 400	64 462 400	68 636 500
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	2 779 100	1 038 900	2 218 200
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	75 940 500	65 501 300	70 854 700	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	75 940 500	65 501 300	70 854 700

^{*} il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants Budget Initial 2023 (voté lors du CA du 25/11/2022)	Montants Budget Rectificatif n°1 2023 (proposition de BR 1 soumise au vote du CA du 24/11/2023)	Montants Budget Initial 2024
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	- 2 779 100	- 1 038 900	- 2 218 200
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	185 000	264 000	248 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs		5 900	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice			
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	- 2 594 100	- 780 800	- 1 970 200

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants Budget Initial 2023 (voté lors du CA du 25/11/2022)	Montants Budget Rectificatif n°1 2023 (proposition de BR 1 soumise au vote du CA du 24/11/2023)	Montants Budget Initial 2024	RESSOURCES	Montants Budget Initial 2023 (voté lors du CA du 25/11/2022)	Montants Budget Rectificatif n°1 2023 (proposition de BR 1 soumise au vote du CA du 24/11/2023)	Montants Budget Initial 2024
Insuffisance d'autofinancement	2 594 100	780 800	1 970 200	Capacité d'autofinancement	-	-	-
				Financement de l'actif par l'État			
Investissements	272 000	106 700	446 150	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État			
				Autres ressources		4 900	
Remboursement des dettes financières	-	-	=	Augmentation des dettes financières			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	2 866 100	887 500	2 416 350	TOTAL DES RESSOURCES (6)	•	4 900	•
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	2 866 100	882 600	2 416 350

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants Budget Initial 2023 (voté lors du CA du 25/11/2022)	Montants Budget Rectificatif n°1 2023 (proposition de BR 1 soumise au vote du CA du 24/11/2023)	Montants Budget Initial 2024
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 2 866 100	- 882 600	- 2 416 350
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	- 2 931 000	- 8 053 000	- 5 301 000
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	64 900	7 170 400	2 884 650
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	216 834 305	224 952 498	222 536 148
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	184 081 595	178 830 375	173 529 375
Niveau de la TRESORERIE	32 752 711	46 122 123	49 006 773

^{*} Montant issu du tableau "Equilibre financier"

EPF Normandie - R28-2023-11-27-00007 - (2023-11-24)-CA-03- Budget initial 2024

R28-2023-11-27-00009

(2023-11-24)-CA-04-TSE 2024



Vu le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011 et n° 2018-777 du 7 septembre 2018,

Sur les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE

De fixer le produit de la Taxe Spéciale d'Equipement pour 2024 à 9 237 410 €, hors Frais d'Assiette et de Recouvrement.

Précise que ce produit ne comprend pas la dotation de l'Etat.

D'autoriser le directeur général de solliciter les services fiscaux pour assurer le versement de la taxe, telle que fixée au premier alinéa, par douzièmes.

Le Président du Conseil d'Administration de l'E.P.F. Normandie,

Sébastien LECORNU

Délibération approuvée
A Rouen, Réfet
et perfét action
Le Sequivairing énéral
Pour les Marchanies

2 7 NOV. 2023

R28-2023-11-27-00003

(2023-11-24)-CA-12- NI - 14 -DOUVRES-LA-DELIVRANDE VOIE DES ALLIES SITE BATIMETAL » - OPE2023107



- Vu le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011 et n° 2018-777 du 7 septembre 2018,
- Sous réserve de la délibération de la Communauté de communes Cœur de Nacre sollicitant l'intervention de l'EPF de Normandie et s'engageant au rachat des biens dans un délai de 5 ans,
- Sur les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières.

APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE

D'acquérir, à la demande de la **Communauté de communes Cœur de Nacre** (Département du Calvados), les parcelles cadastrées section AH n°33 et AH n°34 d'une superficie totale de 35 402 m² sises rue Victor Hugo et voie des Alliés sur le territoire intercommunal par substitution d'acquéreur, à la suite de la décision de préemption du Président de la Communauté de communes Cœur de Nacre du 25 octobre 2023, sous réserve de la réalisation des conditions suivantes :

- L'absence de recours sur la décision de préemption susmentionnée ;
- L'accord du vendeur sur le prix et la substitution d'acquéreur au profit de l'EPF Normandie.

Le projet de l'intercommunalité prévoit dans un premier temps d'intégrer et maintenir l'activité de BATIMETAL sur le site avec l'établissement d'un bail de location, puis sa relocalisation potentielle sur le Parc d'activités économique de Cœur de Nacre.

A terme, l'intercommunalité prévoit la reconversion du site, avec un programme mixte : habitat individuel et collectif, ainsi que des activités à vocation commerciale.

La durée de portage pour cette intervention est fixée à 5 ans.

L'enveloppe projet est fixée à 1 736 000 € HT (OPE2023107 - 14 - DOUVRES LA DELIVRANDE "VOIE DES ALLIES / SITE BATIMETAL").

Le Directeur Général est autorisé à signer avec la Communauté de communes Cœur de Nacre, une convention fixant les modalités d'acquisition, de gestion et de cession des biens dans un délai n'excédant pas cinq années.

Le Président du Conseil d'Administration de l'E.P.F. Normandie,

Sébastien LECORNU

Délibération approuvée
et A. Rouen le ation
Le S. Le Président Le Conéral
Pour les Alvin Magionales

2 7 NOV. 2023

R28-2023-11-27-00034

(2023-11-24)-CA-31- Dispositif d?abaissement de charge foncière Cléon rue de l?église



le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011 et n° 2018-777 du 7 septembre 2018,

Sur les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières.

APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE

- De mobiliser le dispositif d'abaissement de charges foncières sur l'opération Rue de l'Eglise à Cléon (76), sous réserve de la validation des engagements par les instances délibératives de la Région et de la collectivité concernée, et d'y affecter 28 694,40 € de fonds propres de l'EPF Normandie,
- D'autoriser le Directeur Général à signer la convention d'application afférente à cette opération,
- De solliciter les subventions de la Région et de la collectivité concernée, au titre de l'abaissement de charges foncières.

Le Président du Conseil d'Administration de l'E.P.F. Normandie,

Le Directeur Général de l'E.P.F. Normandie,

Gilles GAL

Sébastien LECORNU

Délibération approuvée

A Rouen, le Pout le Préfet

onales

2 7 NOV. 2023

X

Philippe LERAITRE

R28-2023-11-27-00001

LB SB Cession Delegation signature COLOMBELLES.pdf





<u>DELEGATION PONCTUELLE DE SIGNATURE</u> DU DIRECTEUR GENERAL à Monsieur Lucas BOULENGER

Le Directeur Général de l'Etablissement Public Foncier de Normandie, Monsieur Gilles GAL, en résidence à ROUEN, Carré Pasteur, 5 rue Montaigne,

Vu le Décret n°68.376 du 26 avril 1968 portant création de l'Etablissement Public Foncier de Normandie dans sa version modifiée par le Décret n° 2018-777 du 7 septembre 2018, et notamment son article 13,

Vu l'arrêté de Madame la Ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité en date du 10 décembre 2015, nommant Monsieur Gilles GAL, Directeur Général de l'Etablissement Public Foncier de Normandie à compter du 1er janvier 2016,

Vu l'arrêté en date du 18 décembre 2020 de Madame la Ministre déléguée auprès de la Ministre de la transition écologique, chargée du logement le renouvelant à cette fonction à compter du 1^{er} janvier 2021.

Vu l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011,

Vu le décret n°2011-1900 du 20 novembre 2011,

Vu les articles L.321-11 et R.321-9 du code de l'urbanisme.

Considérant la Convention de Réserve Foncière signée entre l'Etablissement Public Foncier de Normandie et la Commune de COLOMBELLES, le 08 novembre 2022, après décision du Directeur Général de l'Etablissement Public Foncier de Normandie du 28 février 2022 et délibération du Conseil Municipal de Colombelles, du 24 octobre 2022.

Considérant le projet d'acte de vente établi par la SELARL dénommée « D&Associés », titulaire d'un office notarial à CAEN (14000), 12 rue du Tour de Terre, ayant reçu l'accord écrit de l'Etablissement Public Foncier de Normandie.

Décide :

Article 1^{er}: Délégation de signature est donnée à Monsieur Lucas BOULENGER, Chargé d'Opérations Foncières de l'Etablissement Public Foncier de Normandie, à l'effet de signer l'acte authentique établi par l'office notarial susnommé, par lequel ledit Etablissement Public Foncier de Normandie procède à la cession au profit de :

- la Commune de COLOMBELLES, désignation acquéreur, personne morale dont l'adresse est à COLOMBELLES (14), Place François Mitterrand, identifiée au SIREN sous le numéro 211401674,
- d'un terrain à bâtir sur lequel est édifié un immeuble à usage de CCAS, sis à COLOMBELLES (14), 7B Rue Jules Guesde, cadastré section BB n°s 323, 324, 325, 326, 327 et 328, d'une contenance totale de 02ha 87a 89ca,

moyennant le prix de CENT SOIXANTE-DIX MILLE HUIT CENT SEPT EUROS ET QUATRE-VINGT-QUATRE CENTIMES (170.807,84 € T.T.C.), valable jusqu'au 1er février 2024, se décomposant en valeur foncière pour 1,00 €, auquel s'ajoutent les frais d'acquisition d'un montant de 1.166,84 € et la TVA sur valeur vénale d'un montant de 169.640,00 €, stipulé payable dans le délai de 45 jours à compter de la signature de l'acte ; passé ce délai, la partie du prix non réglée porterait intérêt au taux légal.

Article 2 : La présente décision est notifiée à l'intéressé et publiée au recueil des actes administratifs de l'Etablissement Public Foncier de Normandie.

Fait à ROUEN, Le Directeur Général Signé le 27-11-2023 Notifiée à Monsieur Lucas BOULENGER Bon pour accord le 27-11-2023



✓ Certified by **yousign**

Lucas BOULENGER